

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 11 MAI 1978 — N° 695

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

## Conseil des Ministres : encore des hausses

Régulièrement, chaque quinzaine, et jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, des prix augmentent. Le comble est dépassé cette semaine, avec la décision d'une seconde augmentation de l'essence. Aux 16 centimes du 1<sup>er</sup> juin vont s'ajouter 7 centimes le 1<sup>er</sup> juillet. Le super passera ainsi à 2,65 francs le litre.

Les phares de l'actualité ne sont pas braqués sur la politique économique du gouvernement. Pourtant, méthodiquement, jour après jour, des mesures se mettent en place, dans le droit-fil de la déclaration de Barre au parlement en avril, dans le droit-fil aussi des plans préparés de longue date, et que nous avons révélés au lendemain des élections. De quoi s'agit-il ? Ni plus ni moins que de s'acheminer vers un «libéralisme» plus grand, un désengagement accru de l'Etat, et pour atténuer les réactions de la classe ouvrière, d'annoncer une concertation avec les confédérations syndicales. La phase de concertation est déjà bien avancée, puisque se termine le grand défilé qui a mené tous les dirigeants syndicaux de l'Élysée au siège du CNPF, en passant par Matignon. La phase de «remise en ordre» de l'économie est elle aussi bien avancée. Après un mois, on peut réfléchir aux premiers éléments d'un bilan. Ils palabrent beaucoup, mais pour les travailleurs, les poches se vident. Alors, quelle voie prendre ? Celle qui mène à l'Élysée et chez Ceyrac ou celle qu'empruntent les conducteurs de bus parisiens, et beaucoup d'autres travailleurs, celle de la lutte ? C'est la lutte, et elle seule, qui pourra nous permettre de faire reculer le cynique plan Barre.

Lire en page 3

## APRES LA MORT DE MORO

# LES IMPASSES ITALIENNES

Une cinquantaine de jours après son enlèvement, Aldo Moro, leader de la démocratie-chrétienne, qui aurait vraisemblablement été élu président de la République italienne à la fin de l'année, a été retrouvé mort, en plein cœur de la capitale, assassiné par les «Brigades Rouges». Cinquante jours durant lesquels les recherches entreprises par la police se sont révélées parfaitement inefficaces. Il y a une contradiction flagrante entre cette inefficacité dans la chasse aux assassins de Moro, et la force redoutable avec laquelle la bourgeoisie italienne a déployé à la faveur de toute cette affaire, un imposant quadrillage policier de la population, en même temps qu'une campagne massive pour la défense de l'Etat bourgeois, corrompu. Par leur action, les «Brigades Rouges» ont remarquablement prêté main forte, à la classe dominante pour justifier l'entreprise de restriction des libertés démocratiques en Italie. Les deux plus grands partis, la DC au gouvernement, le PCI, aujourd'hui participant de la majorité parlementaire, ont chacun tenté à leur manière, d'en tirer le maximum de profit, se rejoignant pour appeler ensemble au respect du «consensus social». Dans les usines, les amis italiens de Marchais, qui depuis des mois, notamment à travers l'appareil syndical, ont fait campagne pour la défense de la politique d'austérité, ont redoublé d'ardeur depuis l'enlèvement de Moro. Ils sont passés carrément à l'éta-

blissement de listes de «suspects» où, sous prétexte de viser les «complices des terroristes», ils s'en prennent aux ouvriers qui condamnent les «Brigades Rouges» sans pour autant se ranger derrière la stratégie du «compromis historique» et son attaque contre les conditions de vie des masses.

Tout a été fait par les mass médias italiens pour tenir en haleine l'opinion autour de l'affaire en vue de justifier toutes les mesures de répression, mesures qui risquent encore d'être aggravées maintenant que le martyrologue de Moro a trouvé son issue sanglante.

Les services ainsi rendus par les «Brigades Rouges» à l'Etat italien, ne se limitent pas là. La bourgeoisie italienne et les «Brigades Rouges» ont ensemble avec le relais de la presse et de la télé, entretenu l'image d'un combat singulier entre les brigadistes et un Etat présenté comme dangereusement menacé, une image excluant les masses de la scène politique, et leur déniant toute expression autonome. «Brigades Rouges», DC, PCI, se retrouvent ainsi unies dans une même pratique réactionnaire contre les masses. Les «Brigades Rouges» qui, à travers la pauvreté de leur discours politique, ont mis en avant la formule d'«Etat corrompu» pour taper sur un clou correspondant à une réalité vivement ressentie en Italie, ont souligné encore, par leur force grotesque du «tribunal populaire», le rôle qu'elles accordaient au peuple italien : AUCUN.

Lire en page 8  
notre entretien avec le correspondant à Paris de *Fronte Popolare*

Elles ont participé, et participent directement, par leur pratique, à l'entreprise qui vise à faire taire l'expression politique autonome des masses. Celle qui s'est fait entendre ces derniers mois, à Bologne par exemple, pourtant fief traditionnel du PCI, ou à Milan, où quelques jours après l'enlèvement de Moro, plus de cent mille travailleurs descendaient dans la rue, malgré le PCI, manifester contre l'assassinat fasciste de deux militants révolutionnaires.

Lire  
nos informations en page 7

BOUSSAC  
RESTRUCTURÉ

2 000  
licenciements  
dans  
les Vosges



«Mal géré» par un vieux milliardaire propriétaire de chevaux de course, d'usines et de journaux, l'empire Boussac s'écroule. Des tractations ont lieu entre l'Etat et la «famille», et au sein de cette famille. Mais pour les travailleurs, il reste une réalité : près de 2 000 licenciements ont été annoncés au Comité central de l'entreprise.

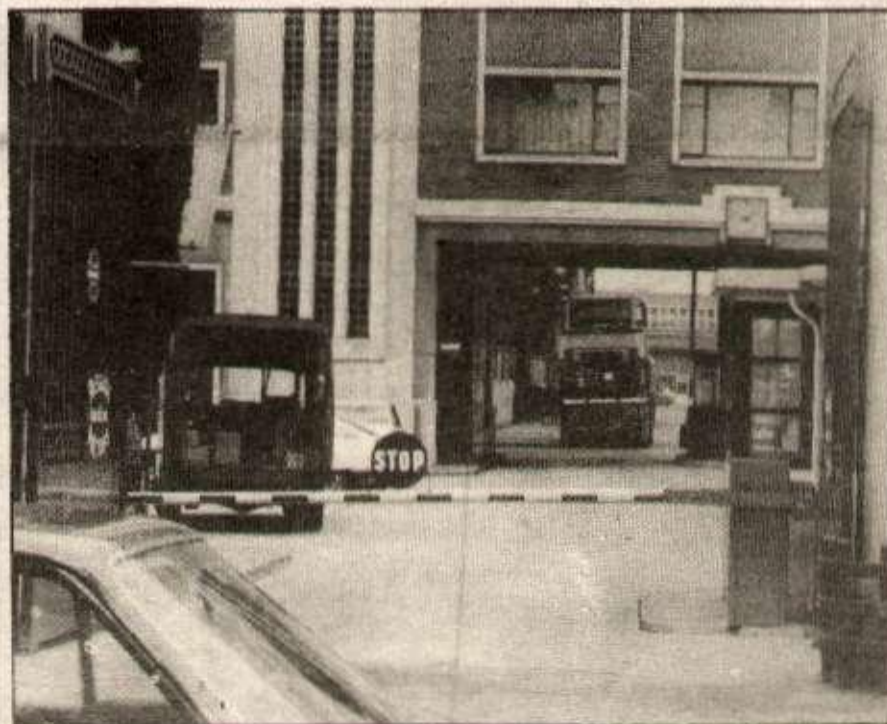
## Le régime pénitentiaire renforcé

Au lendemain de l'évasion de Mesrine, Giscard a convoqué Peyrefitte, pour lui demander de «rechercher activement les responsabilités». De ses déclarations ressortent deux thèmes inquiétants : d'abord, il apparaît que les détenus qui n'ont pas eu les moyens financiers de Mesrine pour «acheter» leur liberté vont être soumis à un régime de détention aggravé. Quant aux avocats, sur qui le gouvernement tente de jeter une suspicion généralisée avec la garde à vue de Maître Giletti, ils pourraient être menacés de subir des fouilles, comme dans l'Allemagne de Schmidt.

Lire en page 7

## Autobus de la RATP

# GREVE TOTALE



Lire notre reportage page 4





# MAI 68 au jour le jour

## 11 mai

De très nombreux témoignages de manifestants, de médecins, de journalistes, font état de la sauvagerie policière.

«Vers 4 h 30 du matin (samedi 11), la police commença à s'attaquer aux barricades élevées au croisement des rues Saint Jacques et Gay-Lussac. Je me trouvais derrière ces barricades. Pendant plus d'un quart d'heure, nous sommes restés sans bouger sous les tirs de barrage de grenades, de fusées de toute sorte...»

Je me suis réfugiée dans la cage d'escalier d'un immeuble.

Nous étions une trentaine. Même au 7<sup>e</sup> étage, l'air était suffocant : la police prenait les toits pour cible. A 5 h, les policiers entrèrent dans l'immeuble. Un CRS nous ordonna de descendre. Nous fûmes matraqués sauvagement sous le porche.

De nombreuses blessures sont causées par l'envoi massif de grenades :

«Vers 3 h du matin, une grenade a éclaté à mes pieds, des substances chimiques ont jailli à mon visage, m'atteignant au front, à l'œil...»

«Je reçus un projectile incandescent dans l'œil droit... On dut m'opérer, mes 2 yeux étaient brûlés...»

«J'ai été blessé par jet de grenade chlorée... qui m'a brûlé la cornée de l'œil.»

De nombreux témoins ont vu des secouristes et des blessés matraqués :

«Lors de la première attaque, vers 1 h, devant la sauvagerie des CRS qui refusaient le passage à l'ambulance, nous avons décidé d'aller 15 rue Gay-Lussac. Lors de l'attaque de 2 h 15, nous y avons recueilli de nombreux blessés. L'ordre fut d'évacuer vers le 25. Avec quelques uns, je suis resté à soigner encore quelques blessés. Puis une attaque sauvage à bout portant à la grenade nous a obligés à quitter le poste. Nous avons voulu filer par les toits, mais on nous a tiré dessus.»

(Un secouriste)

«Vers 6 h du matin, un policier en civil fit irruption dans l'appartement, revolver au poing, menaçant la dame qui nous hébergeait de sanctions pénales, et disant «Le premier qui bouge, je l'abats comme un chien». Il nous fit stationner un moment sur le palier, le temps de mettre en place une trentaine de CRS armés de matraque, du 4<sup>e</sup> au rez-de-chaussée. Puis il nous envoya un par un dans l'escalier... Arrivés en bas on nous releva, et on nous fit marcher les mains sur la tête jusqu'au commissariat du 5<sup>e</sup>. Les coups de matraque continuaient...»

Cette «chasse», et le matraquage systématique de tout passant dureront jusqu'à 7 h 30.

7 h. Communiqué au nom du Bureau Politique du PCF, qui, cette fois, abandonne toute allusion aux «gauchistes-provocateurs» et appelle «les travailleurs et la population à une vigoureuse protestation contre la répression féroce».

9 h. La grève est générale dans la plupart des facultés et des lycées de province. Une dizaine de facultés sont occupées.

11 h. Waldeck Rochet (PCF), Defferre (FGDS) et Duhamel (centristes) demandent la convocation de l'assemblée.

—Déclaration des Républicains Indépendants «condamnant la répression brutale».

—Dans la matinée, des cortèges d'étudiants, de lycéens se forment spontanément aux alentours du quartier Latin et toute la journée sillonnent la ville.

—Depuis 9 h, CFDT, CGT, FEN, en présence de délégués de l'UNEF et du SNESup sont réunis. A midi, ils lancent un ordre de grève générale pour le 13 mai.

Communiqué CGT - CFDT :

«Les organisations syndicales... ont décidé de relever le défi du pouvoir en appelant à une grève générale de 24 heures le lundi 13 mai et à de puissantes manifestations auxquelles la population ne manquera pas de participer massivement. Halte à la répression. Liberté - Démocratie - Vive l'union des travailleurs et des étudiants.»

23 h 15. Le gouvernement cherche l'apaisement.

Pompidou, 1<sup>er</sup> ministre, de retour d'Iran se charge d'annoncer dans une allocution radiotélévisée : «Le quartier Latin sera évacué par la police le 13 au matin. La Sorbonne sera ouverte sans conditions. Les étudiants condamnés seront libérés en cour d'appel.»

## POLITIQUE

# 33<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DE SETIF

Le 8 mai 45, la France fête la défaite des nazis. L'Algérie, alors colonisée a été impliquée dans le conflit. De nombreux Algériens ont versé leur sang, apportant ainsi leur contribution à la lutte pour la défaite d'Hitler. Cependant, dans l'esprit de nombreux Algériens n'est qu'une étape sur la voie de l'indépendance.

C'est ce que les habitants de Sétif exprimeront en manifestant le 8 mai 45. La répression terrible fera 45 000 morts !

Le PCF participant alors au gouvernement, non seulement ne s'en désolidariserait pas, mais demanderait son accentuation.

Nous publierons par ailleurs des éléments sur la même période ; cette fois à Saïda emprunté à un intéressant reportage effectué par *El Moudjahid* dans la région qui montre que dès cette époque les idées patriotes progressaient rapidement.

## ● Le 8 mai 45 à Saïda

Le 2 mai 45 à Saïda, un «incident» témoignage de la prise de conscience du peuple algérien. Un groupe de jeunes incorporables parcourus la ville en scandant des mots d'ordres patriotiques. Au moment de passer devant le Conseil de révision il est exigé des incorporables d'origines arabes qu'ils passent par la douche, ce dont sont dispensés les Français. Les Algériens refuseront alors de passer la visite et réclament la libération des détenus politiques. Les responsables du recrute-

ment cèdent. En se rendant sur le lieu où se déroule les examens médicaux, une manifestation se forme. 500 jeunes entonnent le chant patriotique «*Min Jibalina*». Cinq «meneurs» sont alors arrêtés et seront déferés devant le juge d'instruction qui les fait immédiatement incarcérer.

Simultanément, des sabotages sont prévus par des membres du PPA. A un plus haut niveau de

cette organisation il est donné ordre de surseoir à l'exécution mais ce contre ordre ne parviendra jamais à ses destinataires. Le plan est donc mis en route et hormis l'impression de tracts, un plan de sabotage est mis sur pied. Dans la nuit qui précède le 8 mai, des commandos se dispersent aux quatre coins de la ville. Un d'entre eux a pour mission de sectionner les câbles téléphoniques reliant Saïda aux autres villes. Simultanément un pont sera plastiqué et le feu est mis

à la mairie dans le but de détruire les fichiers de l'administration. La ville ne tarda pas à être quadrillée. Par hasard la police mit la main sur des documents qui entraîna l'arrestation de 47 militants qui furent condamnés pour «haute trahison» le 8 novembre. Les

*Réflexion du père d'un militant condamné à la confiscation de ses biens pour avoir participé aux événements de Saïda.*

«Confiscation de biens... confiscation de biens... mais c'est absurde. On sait de fait que tous les biens du peuple algérien sont confisqués par les Français depuis leur pénétration chez nous. A côté de ces biens que peuvent représenter ceux que le procès vient de confisquer à mon fils.»

## ● Il y avait des ministres «communistes»

A Sétif, le 8 mai 45, le peuple algérien manifeste pour demander l'égalité des droits et la justice. La réponse de la bourgeoisie française ne se fait pas attendre : 8 jours de massacre, viol, pillage. Il y aura 45 000 morts dont plus de la moitié seront assassinés par les colons qui jugent la répression menée par la police et l'armée insuffisante.

Si la bourgeoisie réagit si durement aux manifestations populaires de Sétif c'est qu'elle craint terriblement la contagion. Elle sait qu'elle a besoin de son empire colonial pour relever son économie. Elle

trouve d'ailleurs un allié diligent pour accomplir cette besogne : le PCF. Il participe alors au gouvernement. Ces messieurs du PCF se gardent bien de démissionner ; pire, ils en redemandent !

Une délégation du PCF et du PCA son appendice «algérien» se rendra auprès du gouvernement général d'Algérie pour exiger plus encore de détermination dans la répression : «Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle après avoir vainement ten-

té de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang... La délégation a estimé que ces mesures (de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs NDLR) appliquées sans délai contribueraient à ramener le calme». (*Alger Républicain*, organe du PCA, le 12 mai 45).

Deux ans plus tard le PCF réitérera cet ignoble attitude à l'occasion du soulèvement de Madagascar.

Ainsi le PCF voulait prouver à la bourgeoisie qu'il pouvait être un gérant loyal de ses affaires. Mal lui en a pris. Il ne sut empêcher la victoire de la guerre de Libération.

peines auxquelles les patriotes furent condamnés montrent elles aussi la sévérité de la répression : condamnation à mort, dégradation nationale, confiscation de biens, travaux forcés et interdiction de séjour etc.

Dans la région, Saïda jouera un rôle important dans l'avancée de la prise de conscience patriotique du peuple algérien.

## Rapport d'activité du service des fraudes

## LES CONSOMMATEURS PREMIERES VICTIMES...



Le service des fraudes vient de publier son rapport d'activités pour l'année 1976 : un rapport consternant qui fait état de nombreuses irrégularités, tant dans le domaine de la qualité, de l'affichage, que de l'hygiène. Les agents de ce service ont effectué pendant cette année quelques 62 500 prélèvements et 195 000 contrôles de qualité. Mais sur les nombreuses infractions constatées, très peu ont été suivies d'effets. La justice ménageant semble-t-il les intérêts des fabricants et des commerçants : sur les 12 500 infractions constatées dans la première rubrique et sur les 16 000 concernant la deuxième, à peine plus de 4 000 ont fait l'objet de décisions de justice. Aucun secteur de la consommation n'est à l'abri des agissements des

fraudeurs. Le secteur de l'alimentation est cependant le plus inquiétant : «Le pourcentage de produits litigieux résulte notamment des conditions d'emploi de certains additifs interdits ou utilisés à des doses excessives. De même, les analyses de produits à usage agricole incitent à la vigilance», conclue le rapport. Les conditions d'hygiène à tous les stades de la fabrication, représentent, en effet, une part importante des dangers que nous font courir ces mercantiles sans scrupule. Ainsi, un inspecteur du service des fraudes a découvert 3,7 tonnes de têtes de porc dans un état de décomposition avancée, celles-ci étant destinées à la fabrication de «museau», chez un salaisonier de Chartres.



## Poursuite des critiques contre Marchais au sein du PCF

● La journée de mardi aura encore apporté son flot d'informations sur les contradictions au sein du PCF. C'est cette fois-ci *Le Monde* qui en est le principal support. Ce journal publie un texte élaboré par trente trois membres de l'UEC réclamant une conférence nationale extraordinaire de leur mouvement afin de tenter de faire sortir l'organisation étudiante de la crise dans laquelle elle se débat. A côté de ce texte, on peut lire une *Libre Opinion* de Frémontier qui a récemment démissionné de ses responsabilités de rédacteur en chef du journal du PCF dans les entreprises : «Action». Celui-ci s'adresse à Marchais sur un ton mi-ironique mi-agressif qui témoigne si c'était nécessaire que le

ton n'est pas à l'apaisement. La rédaction du *Monde* aurait reçu une centaine de lettres émanant pour la plupart d'opposants tandis qu'il en serait parvenu un millier au siège du PCF. Par ailleurs, les assemblées de sections et de cellules continuent de discuter du rapport Marchais et souvent de le contredire. Afin de débiter le blocage mis en place au nom du «centralisme démocratique» les opposants sont quelques fois amenés à se coordonner en ne respectant plus le cloïsement que la direction du PCF voudrait leur imposer. C'est là assurément un indice supplémentaire de leur détermination à ne pas laisser étouffer leur voix par Marchais et les siens.

### Lettre ouverte de membres de l'UEC (Extraits)

● La lettre ouverte de l'UEC vise principalement à réclamer une autocritique de la pratique passée de l'UEC. Les signataires affirment que les slogans ne sauraient remplacer les arguments. Après s'être réclamés du XXII<sup>e</sup> congrès les signataires avancent plusieurs exigences :

1) Tenue d'une Conférence nationale de l'UEC extraordinaire par les formes de sa préparation et de son déroulement. Elle devra exprimer, jusque dans les séances finales, les débats réels et contradictoires menés dans l'organisation. Ni chambre d'enregistrement. Ni club de discussion.

2) Election des dirigeants sans cooptation, sur proposition de la base.

3) Ouverture dès aujourd'hui, de tribunes de discussion dans le journal *l'Avant-garde* et dans *Clarté*.

4) Reconsidérer la conception de notre presse tant à l'UEC que dans tout le mouvement. Faire de *Clarté* un journal de combat étudiant qui soit à l'écoute des masses, qui soit l'émanation des cercles et qui exprime la diversité des débats dans l'UEC sur toutes les questions politiques.

5) Prendre en compte dans notre politique et favoriser le développement, sans concession à l'opportunisme de toutes les nouvelles formes de lutte (luttés des soldats, luttés des femmes, luttés écologistes, régionales, etc). Mise en place de

forums, d'assemblées ouvertes pour débiter, de comités unitaires à la base, de réunions de cercle ouvertes...

L'UEC est actuellement en crise. Elle est réduite à la dimension d'une succursale du parti, et son influence dans les facultés en est réduite d'autant. Elle se

contente de relayer telles quelles les appréciations du parti, en particulier celles portant sur la jeunesse et les étudiants. L'absentéisme massif, l'incapacité à prêter attention aux besoins et aux initiatives des étudiants et à impulser leurs luttés en portent témoignage. Il faut donner la priorité aux luttés

unitaires à la base pour participer à la reconstruction de l'Union de la gauche. Seule une attitude politique ouverte, souple et réceptive, fondée sur un mode de fonctionnement démocratique de l'organisation permettra de préparer les grands mouvements qui transformeront l'Université.

### Tribune libre de Frémontier dans *Le Monde*

(Extraits)

● Les attaques — politiques portées par le dernier CC du PCF contre les «contestataires» et qui visent à les faire passer pour un petit groupe d'intellectuels grassement payés provoquent la réaction de Frémontier dans la Tribune libre qu'il publie dans *Le Monde*. Toutefois, là n'est sans doute pas le plus significatif. Frémontier écrit en effet, sous le titre «un faux grossier» :

Le rapport attribué au camarade Marchais, que publient complaisamment des organes de la bourgeoisie où fleurissent plus que jamais les pratiques stalinienne, me paraît un faux grossier fabriqué dans les officines de l'impérialisme (...).

Nous ne pouvons admettre, dit le pseudo-rapport, une «discussion sur tout et sur n'importe quoi». Nous non plus, cher camarade. Nous ne réclameons qu'une discussion aujourd'hui et sur la politique du parti depuis l'été 1977...

«Ce serait, affirme le document apocryphe, dessaisir les organismes de direction (...), élus démocratiquement

à bulletins secrets, de leur rôle et de leur responsabilité». Si le mot de «démocratie», si fortement claironné par notre 22<sup>e</sup> Congrès, s'applique, dans ton esprit, au mode de désignation de nos dirigeants, je comprends que nous ayons tant de mal à convaincre les sceptiques.

«Nous sommes un parti démocratique», déclare le texte publié par la presse bourgeoise, nous ne sommes pas un club de discussion. Voilà, cher camarade, qui me paraît fort peu dialectique. Nous sommes les deux à la fois : discutant et agissant, nous mettant en critique et soumettant le monde tel qu'il est à notre critique.

La discussion a déjà eu lieu, tranche — selon les porte-parole du grand capital — notre secrétaire général. Elle aurait été «sérieuse, intéressante et positive». Certes. Ne l'eût-elle pas été bien davantage si le bureau politique n'en avait été le premier tour publié les conclusions inattaquables ? Si d'autres voix que celles de la direction avaient pu se faire entendre publiquement au sein du parti ?

Faux grossier, document apocryphe : j'en vois une preuve supplémentaire dans le refus de toute autocritique. Nul d'entre nous ne

songe à minimiser l'écrasante responsabilité du parti socialiste dans notre défaite. Mais à quoi donc l'auto-satisfaction portée à la hauteur d'une science («la science des sciences») nous avance-t-elle ? D'un côté, les vierges agneaux, les communistes ; de l'autre côté, les infâmes traîtres, les socialistes. Ce manichéisme de bande dessinée a-t-il quelque rapport avec la dialectique ?

J'ai vécu tout au long de ces sept années, le lent désenchantement de notre parti face à l'URSS et à ses satellites. (...) Voilà pourquoi je me refuse à croire, deux ans après le 22<sup>e</sup> congrès, que le secrétaire général de notre parti puisse encore parler de «œuvre gigantesque» ou du «rôle positif» de ces malheureux pays. (...).

La presse aux ordres des monopoles nous informe que le rapport attribué au camarade Marchais aurait été approuvé à l'unanimité par les membres du comité central. J'en connais pourtant une bonne douzaine parmi vous, mes camarades, qui ne pouvez avoir, en toute conscience, voté un pareil texte. La preuve est donc faite : les journaux mentent. Vive le 22<sup>e</sup> congrès chers camarades...

### Conseil des ministres

● 1<sup>er</sup> juin : hausse de l'essence

● 1<sup>er</sup> juillet : nouvelle hausse de l'essence

Outre une communication de Méhaignerie sur les négociations agricoles de Bruxelles, deux points étaient à l'ordre du jour du conseil des ministres de ce mercredi : la reconduction du «pacte national pour l'emploi des jeunes», et le projet de loi de finances rectificatives pour 1978. Deux points étroitement liés, et qui concernent directement les travailleurs.

Le pacte national pour l'emploi des jeunes, dont les modalités concrètes de reconduction ne seront probablement connues que la semaine prochaine, consiste à accorder un certain nombre d'avantages aux patrons pour qu'ils puissent embaucher des jeunes. Ces patrons sont notamment exemptés des cotisations de Sécurité sociale. Quant aux jeunes travailleurs, on sait ce qu'il en est pour eux : la lutte des «stagiaires Bar-

re» a fait largement connaître leur situation : des salaires dérisoires, et à nouveau le gouffre du chômage à l'issue du stage. Ce sont ces mesures là que le gouvernement a décidé de reconduire.

Pour cela, il faut des sous. Le premier «pacte national» a coûté plus de 5 milliards à l'Etat. Trouver des sous, c'est le but de la «loi rectificative des Finances». Il s'agit simplement, sous ce nom barbare, d'augmenter les taxes pour le carburant.

A la fin du mois d'avril, Barre annonçait déjà une hausse de l'essence pour le 1<sup>er</sup> juin : = 16 centimes pour le super. Le 1<sup>er</sup> juillet, l'essence augmentera à nouveau, probablement de 7 centimes. Le prix du litre de super sera ainsi augmenté de près de 10 %. Cette augmentation des taxes permettra à l'Etat de faire d'autres cadeaux aux patrons.

### Scission au PSD

Le minuscule Parti social-démocrate avait tenu un congrès houleux le week-end dernier. Les partisans de l'intégration à l'UDF s'y étaient affrontés à ceux qui voulaient lui conserver une position charnière entre l'UDF et le PS. C'était une motion de synthèse qui avait finalement été adoptée ménageant à la fois la chèvre et le chou.

La synthèse n'aura duré que quelques jours. Les partisans de l'autonomie du PSD, parmi lesquels les anciens députés Chauvel et Brun, ont fait scission et créé un nouveau groupuscule, la Fédération des socialistes démocrates de France.

Il existe donc maintenant trois groupes qui se réclament de la social-démocratie, si l'on compte le MDSF de Max Lejeune.



### Les gaullistes de gauche contre l'intervention en Afrique

La Fédération des Républicains de progrès (gaullistes d'opposition) critique l'engagement militaire français en Afrique. La FRP s'inquiète de ce que «le Président de la République rend bien difficile la tâche des membres de l'opposition qui ont cru devoir s'associer aux initiatives spectaculaires qu'il a décidé de prendre en faveur du désarmement et de la paix».

### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19

### Dossiers de l'écran sur l'A 2

## 1958 : LE MAI DE LA BOURGEOISIE

Contraste saisissant : à une semaine d'intervalle, la télévision aura donc commémoré deux mois de mai. Après 68, la semaine dernière, c'était mardi soir le tour de 58, de l'avènement de la V<sup>e</sup> République. Longuement, avant d'en venir aux faits eux-mêmes, le documentaire s'est étendu sur la faillite du précédent régime, guerre d'Indochine, guerre d'Algérie, expédition de Suez, gouvernements qui tombent comme des châteaux de cartes. Fort exactement, le commentaire resitue les tâches que la bourgeoisie française va confier de De Gaulle : mise en palce du néo-colonialisme, industrialisation du régime politique, confrontation avec les Etats-Unis.

Un grand absent pourtant, dans ce film qui se

déroule par la force des choses pour une grande part en Algérie : le peuple algérien lui-même. Que n'a-t-on dit qu'après la mascarade au cours de laquelle quelques femmes, mises en condition par les colons, enlèvent le voile que leur impose une tradition réactionnaire, ce même voile va devenir un symbole de résistance, porté par toutes les Algériennes jusqu'à l'indépendance. Comment a-t-on pu entendre, alors que ce peuple a payé d'un million et demi de morts son indépendance, certains participants au débat proclamer que seuls quelques «terroristes» et «fellaghas» avaient agi ?

Le «débat» lui-même, au reste, a été au moins révélateur d'une chose :

que le 13 mai 58 n'avait rien d'une «révolution», qu'il n'était qu'un règlement de compte au sein de la classe dominante. Certes, le tortionnaire Massu, le collabo de Sérigny, les comploteurs Guichard et Delbecq ont n'ont rien de nouveau. Mais ils nous auront rappelé utilement que c'est à l'ombre du ministère et des états-majors que le coup d'Etat s'est tramé. Complices, ils l'étaient tous alors, et de Gaulle avec eux : ils nous l'ont confirmé, il savait tout. Et, se donnant l'air jusqu'au moment propice de n'y être pour rien, il encourageait son entourage de ses silences.

Restait Andrieu, de l'Humanité. L'envoyé du PCF qui, soit dit en passant, situe au mois d'octobre le soulèvement

armé du peuple algérien, commencé le 1<sup>er</sup> novembre 54, n'a pas apporté grand-chose. Et pour cause : il lui fallait cacher que, le lendemain, son journal traînait dans la boue les initiateurs de la guerre de libération. Il lui fallait justifier le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, qui s'en était servi en 56 pour intensifier la guerre, à Pflimlin, qui les utilisait en 58 pour ouvrir la route à de Gaulle. Il lui fallait prétendre, alors que la guerre durait, le PCF a refusé de le faire, qu'il n'était prononcé ouvertement en faveur de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. De bien mauvaises actions, et qui éclairaient à quel point, le 13 mai 58, les comploteurs pouvaient avoir les mains libres.



## Chaumont en Vexin (Oise) Occupation chez Macas

Dans cette fabrique de bouchons anti-voil, travaillant pour la firme Neiman, les conditions de travail des 329 salariés sont particulièrement difficiles et pénibles : le bruit des presses, la saleté du dépolissage, les vapeurs toxiques provenant des acides. De tout cela, les ouvriers en ont assez et depuis près de trois semaines ils sont en grève et occupent leurs locaux. Ils réclament l'augmentation de leurs salaires qui pour l'instant sont en majorité de l'ordre du SMIC : 10 % immédiatement avec un minimum de 2 400 F en décembre 78. Ils réclament aussi une cinquième semaine de congés payés et des temps de repos matin et soir, ainsi que l'embauche définitive des stagiaires-Barre qu'emploie l'entreprise. Quant à la direction, elle se refuse pour l'heure à toute négociation.

## Tonnerre : les ouvriers de chez Charron lockoutés

Depuis lundi matin, les soixante ouvriers de l'usine Charron, une fabrique de meubles, sont presque tous en grève. Ils exigent une augmentation de salaires de 5%, et une prime de vacances. Mardi matin, ils ont eu la surprise de trouver les portes de la boîte fermées par le patron. Déjà, lors d'une grève récente, et qui s'était terminée sur une victoire, le patron avait menacé de fermer l'usine, mais il ne l'avait pas fait. Pour les travailleurs, ce lockout, le premier à Tonnerre, est une provocation. Ils ont décidé de se rassembler devant les grilles, pour informer la population : l'usine est en pleine ville. Immédiatement, il a été décidé de tout faire pour alerter les autres entreprises, afin de construire un mouvement de soutien à la grève. Parmi les grévistes, l'idée de l'occupation fait son chemin.

Corr. Tonnerre (Yonne)

## Une journée de grève sur les chantiers nucléaires

La fédération CGT de la construction appelait mardi à des arrêts de travail sur les chantiers des centrales nucléaires, à la veille de négociations paritaires. A Gravelines, dans le Nord, le mot d'ordre a été assez largement suivi. A Paluel, en Seine Maritime, environ 1 100 travailleurs ont arrêté le travail et se sont rendus en délégation à la Préfecture. A Dampierre en Burly, près d'Orléans, où une longue grève s'est déroulée au moment des élections, et où la répression a été très dure, le mouvement a été moins bien suivi. La Fédération ne donne pas de résultats pour Braud Saint Louis, où il y avait eu également une grève, en même temps qu'à Dampierre. Sur ces chantiers, les ouvriers ont pu constater dans la pratique qu'il ne suffisait pas d'une journée de grève pour faire céder le patronat !

**téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76**



**Achetez  
le Quotidien du Peuple  
tous les jours  
dans le même kiosque**

Bus parisien : 23 dépôts sur 25 en grève mardi

2 000 grévistes devant la RATP

# «GREVE ILLIMITEE ! LE METRO AVEC NOUS !»

● Extension du mouvement avec un fort pourcentage de grévistes (80 %) à la quasi totalité des dépôts RATP de Paris et sa banlieue, une volonté très nette de le durcir mais aussi de l'élargir à

On a pu aisément constater l'extension de la grève (21 dépôts sur 23 au lieu de 16 lundi) à la manifestation inter-syndicale organisée mardi matin, au siège de la RATP, quai des Grands Augustins, près du Pont Neuf. Il y avait bien 2 000 machinistes massés au milieu de la rue, entre les bâtiments de la RATP et les kiosques des camelots le long de la Seine. Ils étaient venus de partout : Asnières, Ivry, du dépôt des Lilas (20\*), de Malesherbes, de Malakoff, de Thiais, de Croix Nivert et d'ailleurs : une première occasion de montrer au coude à coude leur détermination à obtenir satisfaction, sous les fenêtres de la RATP, pendant qu'une délégation inter-syndicale était reçue. Déterminés, ils l'étaient : ainsi ceux de Fontenay-aux-Roses qui étaient venus à pied («Les bus ne roulent pas !»). 10 h 30 : «Deschamp, c'est long», «Pas de pro-

mai que les machinistes sont partis en lutte ; c'est le mois où la situation est plus insupportable : 1/5 des machinistes sont contraints de prendre leurs congés à cette période (par roulement tous les cinq ans, ce qu'ils refusent d'ailleurs) ce qui occasionne en conséquence un surcroît de travail pour ceux qui restent, d'autant plus grand quand on sait que les grévistes réclament précisément pour la période «normale» de l'année une augmentation des effectifs, afin d'avoir plus de congés, moins de temps de conduite...

«LA 25<sup>e</sup> HEURE» :  
TERMINÉ !

«Plus de grèves de 24 heures pour reprendre à la 25<sup>e</sup>, c'est terminé» entendait-on dire dans les groupes de discussion, «d'autant plus qu'avec le préavis de grève de cinq jours à déposer, tu parles d'une

toutes les catégories et au métro : telles ont été, les principales caractéristiques de la journée de mardi second jour de grève totale des machinistes des Bus parisiens RATP.

direction RATP «qu'en conséquence les formes de luttes (décidées en conséquence) et les débordements (?) seraient de sa responsabilité». Brandir la menace de la continuation et du durcissement du mouvement en cas d'intransigeance, est-il vraiment suffisant pour amener la RATP à céder ?

Il faut surtout, à l'évidence, organiser cette poursuite et ce durcissement : les «On continue» scandés aussitôt longuement par les 2 000 machinistes coupant par la même occasion l'intervention, veut montrer que telle était bien leur point de vue. La suite allait le confirmer.

DEUX CONCEPTIONS  
DE LA LUTTE

Continuant son compte rendu, le représentant de la CGT déclarait : «L'action risque d'être longue : il faut en avoir conscience : il faut rechercher des

c'est vrai qu'il y en a qui veulent pousser mais d'autres sont partisans de grèves tournantes. Il ne s'agit pas d'arrêter le mouvement — d'ailleurs c'est le plus fort depuis 68 et les gars sont déterminés — mais il ne faut pas s'user prématurément. Il faut discuter sereinement...». Ce point de vue, partagé par certains responsables CGT, revient à dire que les machinistes ne peuvent pas s'engager dans une grève totale, car, vu l'intransigeance de la direction RATP, elle risque d'être longue : les grévistes ne tiendront pas le coup bien longtemps financièrement. Mais posons la question : quel moyen ont donc les machinistes de faire céder rapidement la direction, sinon d'étendre leur mouvement, de le durcir ?

Les «grèves illimitées» et «occupation des locaux» qui vont être alors scandés sans cesse, sont montrés que tel est bien le point de vue d'une majorité fort large des grévistes CGT, CFDT ou non-syndiqués.

«Fermons les dépôts ! Fermons les dépôts !» : pendant une demi-heure ce mot d'ordre va retentir sans cesse coupant, finalement, la proposition dans un premier temps applaudie de l'Union syndicale CGT de demander la convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire. Un responsable FO sera lui aussi coupé quand il éprouvera le besoin d'affirmer à son tour «l'entière responsabilité» de la direction dans un durcissement du mouvement...

Amener la direction de la RATP à céder rapidement passe aussi par l'extension de la grève — les revendications unifiantes comme les 104 repos annuels le permettent — aux autres catégories du service des bus comme va le proposer la CFDT et les militants CGT, mais aussi aux machinistes du métro qui exigent cette revendication sur les conditions de travail, depuis longtemps : couverts par «Le métro avec nous» scandé pendant une minute sur le coup de midi, certains machinistes vont parler d'aller discuter avec les employés du métropolitain. Ces derniers, dans certaines stations parlent d'ailleurs depuis lundi de partir à leur tour en mouvement. C'est finalement chacun dans leur dépôt que les machinistes après avoir manifesté dans le quartier de Saint Michel, allaient décider de la suite à donner au mouvement.

Richard FEUILLET



masses, des résultats», «Plus vite, Deschamp» : alors qu'une cinquantaine de flics s'évertuent à créer un couloir pour les voitures au travers des manifestants, ces derniers scandent ainsi leur impatience. Il est vrai qu'ils n'en peuvent plus d'attendre : les revendications pour lesquelles ils ont arrêté tout travail datent... de 1963 !

Des arrêts de travail depuis des années, se sont toujours heurtés à l'intransigeance de la direction.

Mais cette fois, bon nombre d'entre eux ont l'intention de poursuivre la grève jusqu'à satisfaction réelle : car 15 ans c'est long et aujourd'hui, les conditions de travail sont devenues insoutenables. Voilà qui explique aussi sans doute le caractère massif du mouvement ! 78 n'a pas failli à la règle : c'est encore au mois de

efficacité ajoutaient d'autres. Il est vrai que les machinistes ont eux aussi fait suffisamment l'expérience des grèves d'une journée soit nationale, soit les concernant spécifiquement, pour en connaître l'inefficacité. Le résultat de l'entrevue avec la direction de la RATP, n'a pu que les conforter dans cette idée.

Tard dans la matinée, la délégation inter-syndicale ressortait des locaux de la RATP et chacun de ses membres prenait la parole : «Il ne faut pas vous faire d'illusions», déclarait le représentant CGT : «La longueur de la réunion a été motivée uniquement par l'argumentation des organisations syndicales dont on peut se féliciter de l'unité (face à la direction) mais c'est non sur toute la ligne : pas un machiniste en plus !». Il ajoutait, semble-t-il à l'adresse de la

formes d'action susceptibles d'amener la direction à négocier. Lesquelles ? Le même responsable CGT va commencer par en proposer une : la dispersion... «Nous vous invitons à rentrer dans vos dépôts...», proposition accueillie par des sifflements. Certains machinistes vont faire remarquer «que puisqu'on est ensemble, on y reste», et d'autres vont alors proposer de manifester en masse dans les rues jusqu'au ministère, moyen adéquat en effet, pour montrer sa force.

«C'est dans une action d'usure que la RATP veut nous entraîner, il faut chercher des formes d'action efficaces» va insister le représentant CGT. Un militant CGT explique alors à des machinistes ce que l'on peut entendre par «actions efficaces» : «Des mouvements tournants,



Trois mois après

## UNE COORDINATION DES LUTTES DES HOSPITALIERS ? ... APRES LE 18 MAI

●Coordination des luttes des hospitaliers ? Après le 18 mai, et encore, c'est en substance ce que répond la fédération CGT de la Santé, quand on lui pose la question ! Depuis bientôt 3 mois, certains établissements, comme ceux du Centre (en particulier, Romorantin ou Orléans), reconduisent chaque jour la grève pour obtenir des effectifs et le paiement des 13 heures supplémentaires supprimées, comme cela se fait dans la région parisienne. Dans tout le pays, des hôpitaux se sont joints à ce mouvement, sur les mêmes revendications. Ces jours derniers, ça a été le cas pour ceux du Pas de Calais, d'Anecy, de Tarascon, de Montfavet dans le Vaucluse, Mais dans le même temps, d'autres, restés sans perspective du fait de l'isolement de toutes ces grèves, ont repris le travail, ou ont vu la participation des grévistes baisser. Et aujourd'hui, pour les fédérations, il faut encore attendre.

Il est pourtant clair que s'ils veulent gagner, les hospitaliers ne peuvent pas rester chacun dans leur coin, ou se rencontrer de temps en temps, simplement pour une manifestation. Plusieurs sections syndicales ont demandé que les fédérations répondent à cette nécessité, mais à chaque fois, on les a renvoyés au niveau de la région, et c'est encore ainsi que les fédérations ont envisagé la semaine d'action en cours. A Orléans, les deux sections avaient lancé un appel à ce que tous les hôpitaux en lutte se retrouvent à Orléans vendredi. Mardi, elles n'avaient toujours pas de réponse. Pourtant, partout

c'est bien ce besoin d'échanger les expériences, de faire le point qui est ressenti. Mais à la Fédération CGT Santé, ils n'en veulent pas : «On est contre pour la bonne et simple raison que ça ne donne rien d'aller se rassembler à Orléans, et qu'après le 18, il y a d'autres initiatives qui sont prévues, inter-régionales, de rassemblements d'établissements en lutte, ou non d'ailleurs, en huit points régionaux qu'on donnera en temps utile... On pense que ça, c'est fait par des gens, et non par des organismes de coordination. Les coordinations, ça se fait avec des gens élus pour, ça ne se fait pas



avec un gars qui prend le téléphone ou qui prend son papier pour écrire à tous les autres de se rassembler...» disent-ils.

Ainsi donc, la fédération a ses plans, son calendrier, qu'elle mettra en chantier en «temps utile» ! Il pourrait quand même sembler qu'au bout de trois mois de lutte, le temps presse, mais non ! Pourtant, depuis début avril, les grévistes ont multiplié les appels aux directions syndicales pour qu'elles prennent en mains cette tâche de coordination, et ce n'est pas par le mépris qu'on peut répondre à cette exigence. Un rassemblement à Paris est

donc prévu pour le 18 mai. Bien sûr, c'est là que se trouve le ministère. Cela dit, ce n'est pas dans la région parisienne que se trouvent les hôpitaux en grève, mis à part Henri Mondor à Créteil. Ce type de rassemblement aura-t-il plus d'effet que celui auquel appelaient les grévistes d'Orléans ? On peut en douter, et penser plutôt le contraire : il ne s'agit pas seulement de se rassembler à Denfert Rochereau et d'aller manifester devant les bureaux de Simone Veil ; ce que veulent les grévistes, c'est une réelle confrontation de points de vue et d'expérience !

Monique CHERAN

## Duroi Jacquet : le patron devant les tribunaux

Chez Duroi-Jacquet, au Blanc Mesnil, la grève continue. Mardi, les travailleurs assignaient leur direction devant les référés, à la suite des agressions dont ils avaient été victimes, de la part de la CFT : à plusieurs reprises, on leur avait envoyé des vigiles et des chiens. Mardi, le tribunal reportait son jugement au lendemain, tout en mettant certaines garanties : nomination d'un médiateur, certitude que les portes de l'entreprise seraient ouvertes... Les ouvriers ont évacué l'usine, mais des piquets imposants restent à l'entrée pour parer à toute éventualité. En cas de recul de la part du tribunal, ils sont prêts à réoccuper l'usine.

## Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire) : débrayages contre le chômage partiel

Lundi, la direction annonçait au Comité d'Entreprise sa décision de faire passer les horaires de 42 à 34 h par semaine, à partir du 1<sup>er</sup> août. Dès le lendemain, un début de riposte était engagé. A l'appel des syndicats, de 80 à 90 % des travailleurs ont débrayé une heure mardi, tandis qu'un meeting se tenait. 7 000 travailleurs sont concernés par cette mesure. Déjà 2 000 ouvriers de la mécanique sont au chômage partiel. En un an, les Chantiers ont licencié 788 personnes de plus de 56 ans et 8 mois, en les mettant en pré-retraite. Après l'affaire Terrin à Marseille, et ses 800 licenciements, ceux de Saint-Nazaire pensent que des licenciements sont probablement prévus aussi chez eux, et qu'il ne faut pas attendre davantage : cette nouvelle vague de chômage partiel est sans doute un signe avant-coureur. La CGT a fait quelques propositions (conférence de presse, pétition, intervention auprès du secrétariat de la marine marchande), qui n'ont pas rencontré un écho très important...

# Le débat dans la CGT

## «PARLER CGT, LIRE CGT, PENSER CGT»

Alors que se poursuit le débat engagé dans la CGT après l'échec de la gauche, sur la stratégie suivie, nous publions aujourd'hui cette correspondance d'un camarade d'un Bureau Départemental CGT :

Dans *Le Peuple* N° 1037 du 1<sup>er</sup> mai un rapport de J.L. Moynot, secrétaire de la CGT, fait le bilan de l'après-élection sous le titre «Entre hier et demain». On y trouve, en lisant entre les lignes, les grandes orientations que le PCF veut donner à la CGT.

### OUVRIERS ET CADRES

«Pas un seul des OS de chez Renault ne gagne moins de 2 400 F. Qu'est-ce que cela voulait dire pour eux ? A l'autre extrémité ceux qui gagnent tout juste 1 700 F sont plus sensibles que d'autres à l'idée qu'il aurait mieux valu un chiffre intermédiaire plutôt que rien du tout». La bataille sur le SMIC n'a donc pas gagné les ouvriers... mais elle a effrayé les cadres : «Les ingénieurs, cadres et tech-

nicien ont largement douté de notre détermination à défendre leurs revendications... beaucoup se sont crus riches et visés qui ne le sont nullement...». Conclusion : la CGT va faire un nouvel effort vers ces couches, ce qu'au PCF on appellerait : «Encore plus de 22<sup>e</sup> congrès».

### SUR LES NATIONALISATIONS

«La grande majorité n'a pas vraiment adhéré à tout ce que nous voulions dire à ce sujet... Les travailleurs ont-ils acquis la conviction que des pouvoirs démocratiques pour eux ne seraient qu'un leurre ?... Nous n'avons sûrement pas été compris sur la nécessité et le rôle d'une démocratie de masse». On voit ici le refus instinctif de la classe ouvrière du capitalisme d'Etat prôné par le PCF. Moynot montre bien la distance qui est restée pendant la campagne électorale entre le pilonage sur les nationalisations et les aspirations immédiates de la classe ouvrière. Pour Moynot celle-ci n'avait pas

compris. N'avait-elle pas commencé à comprendre ? On touche du doigt le débat de fond qui se mène dans les syndicats sur l'échec de la gauche : cet échec marque-t-il principalement un certain état «d'arriération» des travailleurs ou au contraire une défiance nouvelle, donc une plus grande maturité politique ?

### SUR LES ASPIRATIONS NOUVELLES

«La lutte des femmes pour l'égalité, l'écologie sur fond de crise urbaine et industrielle, les préoccupations de larges couches de la population pour l'énergie nucléaire, l'école et tous les problèmes qui angoissent ou intéressent les jeunes, la conscience sociale nouvelle des problèmes de santé... toutes ces questions... sont indiscutablement un des éléments qui expliquent les limites numériques du vote à gauche». Tous ces gens-là ce sont-ils donc absents au second tour ? Moynot ne le dit pas. On dirait qu'il le pense. La

CGT va donc s'efforcer de reprendre en compte ces aspirations nouvelles... de même que le PCF va sans doute faire quelques clin d'œil à ces mouvements.

### LES RAPPORTS DU PCF ET DE LA CGT

«Ce que nous avons appelé l'hésitation de certains syndicats ou camarades à engager un débat de masse a parfois été un refus carré de s'engager sous certaines formes... Cela posait en même temps le problème des formes de la tolérance mutuelle au sein d'une organisation de masse lorsqu'il existe des divergences entre les courants politiques auxquels se rattachent ses adhérents... Deux exigences se sont manifestées avec force : 1. encore plus d'indépendance syndicale de la CGT. 2. beaucoup plus de démocratie de masse dans la vie et les débats de notre organisation».

La direction PCF de la CGT va donc multiplier les prises de distance formelles avec le PCF et laisser

parler un peu les opposants.

### UNE TACTIQUE PLUS HABILE

C'est bien là le fond du «Parler CGT, lire CGT, penser CGT» : le contrôle du PCF sur la centrale va prendre un aspect moins voyant : celui de l'accord avec la ligne de la centrale. Dans le même temps on va laisser parler les opposants dans les structures en contrôlant soigneusement ce soupape de sûreté. La direction CGT va approfondir encore ses propositions de «réformes démocratiques de l'Etat», se tourner plus vers les ingénieurs, tenter de récupérer les mouvements de femmes, les écologistes. Là vont se développer les contradictions : d'une part développer le débat sans rien céder sur le fond, là où pourtant se situent les interrogations, d'autre part récupérer les aspirations anti-capitalistes et donner des gages aux cadres.

Un camarade d'un BD CGT

### Grève des cheminots Paris sud-ouest

La CGT appelle à la grève, de jeudi 20 h à samedi 6 h les cheminots de Paris Sud-Ouest. Les cheminots réclament une amélioration des conditions de travail et une augmentation des effectifs.

### Un service en grève à Renault Flins

La CFDT de Renault Flins annonce que 130 travailleurs du service carrousel-sièges sont en grève illimitée depuis une semaine. Les travailleurs de ce service revendiquent la qualification P1 et une diminution de la charge de travail, qui a augmenté depuis la mise en fabrication de la Renault 18.

La CFDT dénonce l'attitude de la direction, qui «essaie de briser la grève par tous les moyens, en faisant fabriquer les sièges partout où elle peut à l'extérieur».



## Manifestations violemment réprimées en Iran

Des manifestations contre le régime du chah ont de nouveau eu lieu dans de nombreuses villes d'Iran, notamment à Meshed, Isphahan, Chiraz, Yazd et Kerman. A Tabriz, l'université a été occupée par la police, qui reconnaît officiellement avoir tué deux étudiants. Mais le nombre réel est certainement supérieur. Les arrestations ont été nombreuses, dans l'ensemble des villes où se sont déroulées ses manifestations.

Lundi, les bazars de cinq villes étaient fermés, en signe de deuil. Mardi, le bazar de Téhéran se trouvait fermé à son tour.

## Suicide de la femme de Chevchenko

Il y a quelques semaines la décision d'un haut diplomate soviétique à l'ONU de ne pas rentrer à Moscou avait fait grand bruit. Certains estimaient qu'il était poussé par des raisons personnelles, l'URSS affirmait que la CIA l'avait attiré dans un piège et la femme de Chevchenko déclarait qu'il ne pouvait avoir pris cette décision en étant dans son état «normal». Le diplomate avait souligné peu après qu'il s'agissait avant tout de raisons politiques.

Depuis on n'avait plus guère entendu parler de lui. Ce mercredi matin, en fin de matinée, on apprenait que sa femme venait de se suicider à Moscou.

## Anne Gaillard chassée des nouveaux programmes de France Inter

Dans la nouvelle grille des programmes de France Inter quelques modifications d'horaires touchent les émissions les plus connues. C'est ainsi que José Arthur passe de 22 h - minuit à 14 h - 15 h. Claude Villers et Patrice Blanc-Francard ne sont plus en soirée mais de 17 h à 19 h. Si les principaux animateurs de la station demeurent, il y a une exception : l'émission d'Anne Gaillard de 11 h à midi disparaît. Anne Gaillard était connue pour son agressivité vis-à-vis de ses invités, son habitude de contester souvent les réponses. Si ses interventions étaient parfois très discutables, l'émission qui abordait les problèmes des consommateurs suscitait un intérêt certain.

## Droit des locataires au maintien dans les lieux

# UN JUGEMENT QUI FERA DATE

●C'est un jugement d'une extrême importance pour les locataires qui vient d'être rendu récemment par le tribunal d'instance du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris : pour la première fois sans doute le droit au maintien dans les lieux est reconnu à des locataires ne bénéficiant pas de la loi de 1948. Si le jugement n'est pas cassé en appel, il pourra faire jurisprudence : une arme non négligeable pour les luttes de locataires contre les décisions de «congé» décidées unilatéralement par les propriétaires.

A l'origine de l'affaire, une contestation sur les charges. Le relevé étant illisible, un couple de locataires d'un appartement situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, demandant à M. et Mme B., propriétaires et à la société qui gère leur appartement, un nouveau relevé lisible et détaillé. L'affaire est portée en justice, les locataires estimant que les charges ne correspondent pas à celles prévues par le bail. En représailles, le propriétaire signifie leur «congé» aux locataires. Mais ceux-ci ne se laissent pas faire ; dès réception du congé, ils font opposition, par voie d'huissier, en expliquant pourquoi ils le jugent «anormal». Puis, peu avant l'expiration du congé, ils citent le propriétaire devant le Tribunal d'Instance de l'arrondissement pour obtenir réparation du préjudice subi ou, mieux, l'annulation pure et simple du congé. Par un jugement qui fera date, le tribunal leur a donné raison, le 25 avril dernier.

### AVANT ET APRES 48

La loi de 1948 offre certaines garanties aux lo-

cataires de la plupart des appartements construits avant cette date, et notamment le droit au maintien dans les lieux : le propriétaire doit justifier de motifs sérieux pour signifier un congé (occupation insuffisante des locaux, reprise pour se loger lui-même...). En pratique, le congé ne s'applique que très rarement.

Dans tous les autres appartements (construits ultérieurement ou exclus du champ d'application de la loi à loyer libre), les locataires signataires d'un bail d'un an sont soumis à l'arbitraire le plus complet de la part du propriétaire. Ordinairement, le bail spécifie qu'au bout d'un an, il est renouvelable tous les trois mois par tacite reconduction, chaque partie pouvant donner son «congé» dans un délai de trois mois, sans la moindre justification. Devant cette clause, locataire et propriétaire ne sont évidemment pas en situation de réelle égalité ; tandis que le locataire aura du mal à retrouver un autre appartement, le propriétaire n'aura pas de difficulté à trouver un autre locataire. Bien sûr, le propriétaire, s'il touche

régulièrement ses loyers, n'a apparemment aucune raison d'intervenir. Mais le plus souvent la location se fait par des sociétés spécialisées qui voient dans la rotation des locataires l'occasion de percevoir à chaque fois une intéressante «commission». Dans le cas des locataires du 19<sup>e</sup>, la volonté de «représailles» est venue s'ajouter à ces considérations.

### DE LA DÉFENSE A LA CONTRE ATTAQUE

Jusqu'ici les locataires pouvaient s'appuyer sur des moyens de procédure pour retarder l'effet du congé.

On ne part pas, on attend l'expiration du congé. Le propriétaire doit alors demander une ordonnance d'expulsion au tribunal des référés. A l'audience, le locataire fait valoir sa situation difficile et obtient le plus souvent des délais. A leur terme, un nouveau sursis est possible en demandant un référé-délai. De délais et délais, le congé peut être repoussé pendant plusieurs mois, parfois plusieurs années. Mais le congé, sur le fond, reste

valable : un jour ou l'autre, il faut partir.

Cette tactique défensive n'est pas à négliger. Mais les locataires du 19<sup>e</sup>, rejoignant une tendance qui se manifeste de plus en plus fréquemment l'ont renversée et sont passés cette fois à la contre-attaque. Si le droit de «congé» est «légal» il n'est pas pour autant légitime. C'est ce qu'a reconnu le tribunal dans les attendus du jugement dont nous donnons ci-contre de larges extraits. Il ne se contente pas de dénoncer implicitement la volonté de représailles du propriétaire, mais il souligne les multiples aspects du préjudice subi par des locataires contraints de chercher un autre appartement. Frais, perte de temps, éloignement du lieu de travail, déracinement d'un quartier auquel on est attaché... Si jusqu'ici certains «congés» étaient annulés pour des questions de forme, il y a cette fois critique sur le fond, sur les problèmes de vie quotidienne des locataires.

Si le jugement n'est pas cassé en appel, il représente une brèche de taille dans les pouvoirs absolus des propriétaires.

## Le jugement du 25 avril

«Le procès soumis au tribunal pose le problème du conflit entre deux droits et deux situations, ceux des propriétaires et ceux des locataires.

Le propriétaire doit fournir un appartement conforme à l'usage des lieux en contrepartie duquel il reçoit un loyer. M. et Mme B. ont confié la gestion du logement qui leur appartient à une société spécialisée. Le changement de locataire va s'effectuer par l'intermédiaire de ce mandataire, et ne causera donc aucun dérangement, souci, ou débours aux propriétaires. Quant à la société de gestion, étant un professionnel de l'immobilier, la recherche des locataires fait partie de sa raison d'être.

Les locataires se trouvent dans une situation bien différente. La recherche d'un nouvel appartement entraîne pour eux de nombreuses démarches et visites qui sont autant de perte de temps, que de manque à gagner, car ils doivent souvent prendre sur leur temps de travail, pour les effectuer. Ils devront payer les frais d'un déménagement, avancer une caution égale à deux mois de loyer, et dans la plupart des cas, régler des frais d'agence, ce qui représente d'importants débours, sans compter que l'aménagement d'un nouvel appartement nécessite toujours des frais d'installation. A ces dépenses financières inévita-

bles s'ajoute la difficulté de trouver un appartement géographiquement bien situé... (les deux locataires étaient logés près de leur lieu de travail)... C'est un élément dont il convient de tenir compte surtout dans une ville de l'importance de Paris, ou de trop nombreuses personnes subissent de forts longs trajets... Ces difficultés ne permettent pas aux locataires de discuter les termes du bail qu'ils signent. Les contrats de location sont devenus autant de contrats d'adhésion où une des parties, le propriétaire, a une situation suffisamment sûre pour imposer à l'autre partie, le locataire, la signature d'un imprimé dont la plupart des clauses ont pour objet de préciser les obligations du seul locataire. (...) Aucun grief n'étant fait (aux locataires) et surtout pas celui d'avoir introduit une instance pour vérifications de charges si l'on en croit M. et Mme B. et la Gestion Rationnelle, les locataires se voient donc notifier un congé sans aucune raison. L'exercice sans motif d'un droit dont le titulaire ne peut ignorer qu'il va causer un préjudice certain est abusif. La sanction en est la nullité qui permet seule d'éviter le préjudice. Ce congé donné sans motif (...) constitue un abus de droit. Dès lors ce congé quoique régulier est abusif.

Il doit être déclaré nul et de nul effet.

## «Monaco 3» : alimentation de l'enfant

# NESTLE A L'OMBRE DU PARAVENT MEDICAL

Monaco 1, 2, 3, sont des rencontres regroupant des pédiatres et des médecins, ayant pour thèmes successifs : en 69 «les premiers jours de la vie», en 73, «vers une grossesse sans risque» et celle de cette année, «nutrition et alimentation de l'enfant», rencontres à l'initiative du trust Nestlé et de sa filiale Guigoz. De grands thèmes débattus entre spécialistes qui ne sauraient faire oublier l'application criminelle de ces beaux principes par la firme Nestlé dans les pays du Tiers Monde (cf QdP du 6 - 7 - 8 mai).

Nestlé ne recule pas devant les moyens : c'est avec une pleine page dans *Le Monde* qu'elle annonce ces rencontres, présentant

des articles techniques, et un message du professeur Robert Debré, récemment décédé. Une publicité moins «tape-à-l'œil» que celles utilisées dans les pays du Tiers-Monde, et qui tend à disculper cette société américaine des abus dont elle est par ailleurs accusée par une coalition d'organisations à caractère religieux (l'IN-FACT) et qui préconise à son égard le boycott. «L'objectif assigné à Monaco 3, c'était précisément de déterminer vers quel idéal nutritionnel il fallait tendre pour développer au mieux le potentiel que recèle tout enfant», un beau sentiment que l'idéal de Nestlé a tôt fait de transformer en profits ! Que

dire de cet article dans cette même page, sous le titre : «La malnutrition met-elle en danger le système nerveux de l'enfant ?», lorsque sa conclusion est positive, mais que par ailleurs il «oublie» de dire que les sociétés d'alimentation industrielle sont les principales responsables de cette malnutrition, comme le disait le professeur A. Minkowski en 75, à la suite du congrès de l'Organisation Mondiale de la Santé : «Un peu partout, et surtout dans le Tiers-Monde, les grandes firmes industrielles ont entrepris de faire croire aux femmes que le lait de vache modifié et qualifié «cette occasion de «maternisé» est

égal ou supérieur à l'allaitement maternel, il s'agit d'un véritable scandale (...). L'alimentation industrielle, chère, expose entre autres les enfants aux infections dans les pays en voie de développement (truculence de mortalités infectieuses constatée)».

Une conclusion qui ne semble guère avoir été retenue lors de ces rencontres, puisque celles-ci font état des «bienfaits» du lait «maternisé» et «supplémenté». Des rencontres qui ne visaient de fait qu'à cautionner Nestlé et sa politique meurtrière dans les pays du Tiers Monde !



# LA MORT D'ALDO MORO

## Les faits

Mardi 9 mai, à 13 h (14 h, heure française), un coup de téléphone anonyme annonce à la Préfecture de police qu'une voiture piégée se trouve à proximité du siège de la Démocratie Chrétienne. La police boucle le quartier, et découvre le corps d'Aldo Moro dans une 4 L stationnée dans une petite rue, la via Caetani, soit à mi-chemin du siège de la Démocratie Chrétienne, piazza del Gesù, et de celui du PCI, via delle Botteghe oscure. En plein

centre de Rome. Dès la nouvelle connue, de nombreux curieux affluent sur les lieux. Le ministre de l'Intérieur Cossiga s'est immédiatement rendu sur place.

Il ressort des premières constatations de l'Institut médico-légal qu'Aldo Moro avait été abattu la nuit précédente, d'une rafale de pistolet-mitrailleur, dont quatre balles ont atteint le cœur. Les revers de son pantalon portaient des traces de sable, ce qui laisse supposer

qu'il a été tué au bord de la mer ou dans une carrière.

La voiture utilisée avait été volée le 2 mars, soit deux semaines avant l'enlèvement. La plaque minéralogique était la même que celle dont le numéro avait été relevé sur l'une des voitures ayant servi à l'enlèvement.

Très rapidement, les partis publiaient des déclarations. La DC appelle le peuple italien à «extirper de son propre corps le cancer du terrorisme». Le

PCI a appelé à la «mobilisation unitaire des forces du travail», ajoutant : «Plus que jamais devant ce nouveau crime, la dignité, la fermeté et l'autorité sont nécessaires. La lutte ne sera ni brève, ni facile».

Les partis bourgeois se trouvent unanimes pour réclamer un renforcement de l'Etat. Les syndicalistes ont appelé à une grève générale pour la journée de ce mercredi.

## 55 jours d'enlèvement

16 MARS : enlèvement d'Aldo Moro devant son domicile. Ses cinq gardes du corps sont tués. Ce jour-même, le Parlement investissait le nouveau gouvernement Andréotti.

18 MARS : Premier communiqué des Brigades Rouges qui revendiquent l'enlèvement. Le procès de 15 chefs «historiques» de cette organisation commence à Turin.

25 MARS : Deuxième communiqué : Aldo Moro sera «jugé par un tribunal du peuple».

29 MARS : Troisième communiqué, déclaration politique des Brigades Rouges. Première lettre de Moro, dans laquelle il envisage son échange contre les accusés du procès de Turin.

3 AVRIL : Deuxième lettre d'Aldo Moro, où il renouvelle sa demande en évoquant une «libération de prisonniers politiques des deux bords».

8 AVRIL : La femme de Moro reçoit une lettre de son mari.

15 AVRIL : Un communiqué des Brigades Rouges annonce la fin de son «procès» et sa «condamnation à mort».

18 AVRIL : Le «message N° 7» annonce l'exécution

de Moro et indique la présence de son cadavre dans le lac Duchessa. Les recherches entreprises ne donnent rien.

20 AVRIL : Les Brigades Rouges affirment que le «message N° 7» était une «provocation» et demandent la libération sous 48 heures de plusieurs «détenus communistes».

24 AVRIL : Les Brigades Rouges donnent une liste, précise, de 13 détenus à libérer. Dans une lettre, Moro dénonce l'intransigeance de son parti, la Démocratie Chrétienne.

27 AVRIL : Moro appuie la demande de libération des 13 détenus, formulée par les Brigades Rouges.

5 MAI : Dernier communiqué des Brigades Rouges : «Nous terminons la bataille commencée le 16 mars en exécutant la sentence à laquelle Aldo Moro a été condamné». Une lettre de Moro parvient à sa femme ; il lui annonce : «Je t'embrasse pour la dernière fois». Cette lettre semble avoir été écrite une semaine plus tôt.

9 MAI : Le corps de Moro est découvert dans une voiture, rue Caetani, à Rome.

## A travers la presse

La mort d'Aldo Moro occupe bien sûr la «une» de toute la presse écrite, parlée, télévisée.

Ce mercredi, le *Figaro* titre sur «L'Italie en état de choc». Dans son éditorial intitulé «l'abjection», d'Ormesson reprend les thèses de la droite italienne : la déstabilisation est due à l'action passée du PCI. Il développe ensuite sur le terrorisme : «Le cadavre d'Aldo Moro dans une voiture romaine nous met cette fois en face du choix. Il faut se battre - sous peine de mort». *L'Humanité* titre quant à elle : «Mort pour la démocratie». L'organe central du PCF publie un communiqué du PCF au secrétaire générale de la Démocratie Chrétienne, et un autre de Marchais à Berlinguer. Dans l'éditorial, Antoine Acquaviva écrit : «Le terrorisme, en Italie, en RFA, voire en France - quelles que soient les diversités des situations - fait désormais partie de la panoplie du capitalisme à son déclin. Le dénoncer, le combattre, c'est défendre la liberté. Faire œuvre révolutionnaire». *Le Matin* insiste surtout sur «l'échec des Brigades Rouges», qui «vont probablement obtenir l'inverse de ce qu'ils



Juin 1977 : Berlinguer tendait la main à Aldo Moro

recherchaient» : l'éclatement de l'alliance entre DC et PCI. Richard Lenoir, dans le *Quotidien de Paris* (qui titre «Moro est mort, vive l'Italie !») insiste surtout sur la victoire des institutions italiennes, et la carence de la police : «C'est en infiltrant les groupes terroristes qu'on mettra fin à leurs actes. Une réaction sanglante et aveugle doit être exclue».

*Rouge* titre : «Un martyr pour la démocratie chrétienne», et Krivine développe sur «le service inespéré» que les Brigades Rouges viennent de rendre à la Démocratie Chrétienne. Serge July, de *Libération*, écrit quant à lui : «L'affaire Moro constituera sans nul doute un point de non-retour dans l'histoire du terrorisme : à la fois son apogée et son échec (...) il est frappé à mort comme pensée. La relative fascination qu'il exerçait cède désormais la place à un phénomène général de rejet».

## Après l'évasion de Mesrine

### ● Vers une aggravation du régime pénitentiaire

### ● Menaces sur les droits des avocats



Christine Giletti, une des avocates de Mesrine, à sa sortie de la garde à vue.

Trois jours après leur évasion spectaculaire de la Santé, Jacques Mesrine et François Besse restent introuvables. L'existence évidente de complicités au sein même de la prison a suscité plusieurs réactions. Dans une conférence de presse, où il présentait la ligue Justice et Prison destinée à aider les détenus et leurs familles, Roland Agret a confirmé qu'en prison tout s'achète : au QHS des Baumettes «pour obtenir le moindre privilège il suffit d'avoir de l'argent. Dans cette histoire de Mesrine il faudrait également chercher du côté des 50 millions AF qu'on lui a versés pour obtenir les droits, pour le cinéma, de son livre. Cet argent a bien dû servir à quelque chose !» Agret s'est déclaré convaincu que pour les trois ou quatre mille prisonniers qui restent dans les QHS «la représ-

sion va être aggravée».

Une affirmation qui est à rapprocher des déclarations de Giscard d'Estaing mardi après-midi. Il a demandé à Peyrefitte, garde des Sceaux, non seulement de «rechercher activement les responsabilités et d'en tirer les conséquences sur le plan pénal et sur le plan disciplinaire» mais aussi «d'examiner les modifications à apporter au régime pénitentiaire pour rendre impossible le renouvellement de tels faits». Il est à prévoir que le gouvernement fera tout pour imposer son projet de loi légalisant les Quartiers de Haute Sécurité, malgré l'opposition du Sénat qui l'a rejeté mardi. Les conditions de détention dans ces QHS, destinées à briser psychologiquement les prisonniers, seront sans doute par la même occasion, fortement aggravées.

Une autre menace se dégage des déclarations de Giscard, dénonçant «la présence d'armes dans le parler des avocats». Le gouvernement pourrait

bien prétexter de l'évasion de Mesrine, pour porter de nouvelles atteintes aux libertés, par exemple en restreignant les permis de communiquer des avocats avec les prisonniers, ou en exigeant des fouilles, comme cela se fait en Allemagne de l'Ouest. La mise immédiate en garde à vue de Christine Giletti, avocate de Mesrine, et sa prolongation jusqu'à mercredi matin contribuent à créer un climat propice à ce genre de mesures. La perquisition au domicile et au cabinet de l'avocate n'ont en tout cas rien donné.

● 210 détenus du pénitencier de Saint-Martin de Ré ont refusé de regagner leur cellule, mardi, en fin d'après-midi ; ils protestaient contre le refus opposé à une permission de sortie, demandée par le frère de Carman Rives, qui a été tué lors de son évasion de la Santé avec Mesrine et Besse.



## ITALIE : DEUX MOIS D'AFFAIRE MORO

# Résultat : la répression de l'Etat contre les masses s'est renforcée

Entretien avec le correspondant à Paris de l'Hebdomadaire Fronte Popolare

● Nous publions ci-dessous le début d'un entretien avec le correspondant à Paris de l'hebdomadaire italien d'extrême-gauche, *Fronte popolare*, sur la situation dans son pays. Il donne ici de nombreuses indications sur plusieurs aspects de l'évolution de cette situation, au cours de dernières semaines. Ses appréciations sont celles de *Fronte popolare*, organe du MLS.

— QDP : à l'heure de la mort de Moro, que peut-on dire de la situation en Italie ?

— Sur la période qui va de l'enlèvement de Moro à sa mort, on peut faire un premier bilan des faits. Le jour-même de l'enlèvement du leader démocrate-chrétien et de l'assassinat de son escorte, le nouveau gouvernement démocrate-chrétien d'Andréotti était constitué. À la faveur de la poussée des actes terroristes en Italie, il a pu l'être avec «mission» d'accroître tous les éléments anti-démocratique et anti-populaires de son programme.

## DES MOYENS EXCEPTIONNELS

Ce nouveau gouvernement agit avec des moyens exceptionnels et d'urgence, en même temps que le Parlement est privé de toute fonction, même formelle. Il a mis au point un ensemble de lois exceptionnelles qui augmentent démesurément les pouvoirs de l'appareil policier, au mépris du droit constitutionnel. Les conséquences en sont très évidentes. Alors que les recherches pour retrouver les ravisseurs d'Aldo Moro ont avancé «à l'aveuglette», les perquisitions géantes se sont abattues sur des militants et des représentants de forces d'opposition tout à fait étrangères aux Brigades Rouges. Le quadrillage de Rome, le 3 avril, où nombre de militants révolutionnaires ont été inquiétés parfois arrêtés, fut à cet égard une sorte de banc d'essai. Dans certains cas même — cela peut sembler à première vue paradoxal — des éléments adhérents de base à ces mêmes forces de gauche qui font partie de la majorité gouvernementale, ont été également inquiétés par la police. Et pendant tout ce temps, s'est développée la campagne de propagande massive visant à créer un climat favorable au rétrécissement de chaque liberté.

## «NOUS PARLONS D'UN PROCESSUS DE FASCISATION»

Avec la mort de Moro, on peut craindre une vague de répression beaucoup plus forte, frappant aussi bien des syndicalistes d'usines, des membres des conseils de fabrique, des militants révolutionnaires. Dans ce contexte, on peut remarquer combien sont singulières les contorsions du correspondant de *l'Humanité*, dont je lisais lundi une bizarre distinction entre la répression regrettable en Allemagne et la répression qui, au

contraire, serait souhaitable en Italie, parce qu'ici, elle serait démocratique. Ici, où l'on agite le drapeau de l'«unité démocratique» autour des valeurs de la Résistance anti-fasciste : ce drapeau est devenu en effet, ces derniers jours, pour les forces de la majorité gouvernementale une véritable couverture idéologique pour justifier l'enterrement progressif des libertés démocratiques acquises historiquement par la Résistance elle-même.

Nous avons parlé dans notre

campagne, reprise notamment par le parti républicain, qui compte des technocrates très liés à la FIAT, va dans le sens d'une révision de la Constitution, vers un présidentialisme poussé ; elle a débuté 10 jours après l'enlèvement de Moro.

Dans le même temps où l'on veut remplacer Léone, on traîne devant les tribunaux ceux qui l'attaquent. Ainsi, pas plus tard que la fin de la semaine dernière, le ministre de la justice a créé un précédent en autorisant l'ouverture d'une procédure judiciaire contre la journaliste démocrate très connue, Camilla Cederna. On l'accuse d'outrage au président de la République, pour avoir écrit un livre sur les nombreux scandales (tels les pots-de-vin de la firme aéronautique américaine Lockheed) dans

se aux sorcières», à l'établissement des listes de «suspects» visant à amalgamer ouvriers combattifs, contestataires de la stratégie du «compromis historique» aux «brigadistes». On met ainsi en œuvre en Italie une véritable pratique terroriste contre chaque forme d'opposition, qui se voit désormais accusée de complicité avec les terroristes.

## LA FAIBLESSE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE N'EST PAS CELLE DE L'ÉTAT

— De nombreux commentateurs, mettant en avant l'apparente liberté de mouvement des «Brigades Rouges», ont parlé de la faiblesse de l'Etat

contradictoire, au contraire, avec un durcissement de l'appareil d'Etat, avec la tendance à la réaction. La bourgeoisie qui voit s'accroître sa faiblesse sociale, politique, idéologique, réagit en développant la tendance à la réaction. Cette orientation trouve une application particulière en Italie si l'on tient compte de la faiblesse de l'impérialisme italien, dont les immenses difficultés économiques l'amènent à exercer des contraintes d'autant plus fortes contre les masses.

L'incapacité de la police à retrouver les ravisseurs de Moro, peut faire songer à une désagrégation absolue de l'appareil d'Etat italien, c'est une image que l'on cultive en France au sujet de la situation italienne, la réalité est différente. Et l'on doit tenir compte de plusieurs éléments.

## L'IMAGE DE L'ÉTAT ASSIÉGÉ

Primo : il y a l'image d'un Etat assiégé et en danger devant l'assaut terroriste, une image cultivée par les forces gouvernementales elles-mêmes qui s'en servent pour rechercher l'appui des masses à la politique actuelle d'austérité, de licenciements, de restriction des libertés. C'est au nom de cette situation d'exception, à la faveur du climat créé, qu'au cours de ces dernières semaines, on a contraint par exemple les ouvriers métallurgistes de l'Alfa-Roméo d'accepter le travail supplémentaire, auquel les représentants syndicaux de base de l'usine s'étaient longtemps opposés, contre l'avis des directions des confédérations syndicales.

Secondo : il y a un appareil d'Etat qui veut exploiter la situation pour se renforcer.

Et il n'est pas impossible que règnent, dans certains secteurs de l'appareil d'Etat, déjà habitués aux liaisons avec le terrorisme durant la période dite de la «stratégie de la tension» (de 69 à 74 particulièrement), au moins un certain libéralisme à l'égard des «Brigades Rouges». Cherchant à exploiter la situation pour renforcer la politique répressive, ces secteurs de l'Etat n'auraient donc pas forcément comme préoccupation principale, l'efficacité dans la recherche des assassins d'Aldo Moro.

Il est significatif de voir comment les grands quotidiens ont, durant ces dernières semaines, à plusieurs reprises, barré leur première page d'un titre qui n'était autre qu'une citation d'un message des «Brigades Rouges», tel que : «Nous allons terminer notre bataille en exécutant la sentence de mort d'Aldo Moro». Comment expliquer ce procédé des mass media bourgeoises sinon que jusqu'à un certain point, la bourgeoisie a besoin aussi de donner l'image de la «lutte acharnée» entre l'Etat et les terroristes, et l'image du martyrologue de Moro, qui lui permet de se justifier.

Demain, la suite de cet entretien



journal d'un véritable processus de fascisation de l'Etat, engagé aujourd'hui en Italie. Il ne s'agit pas évidemment, de l'instauration d'un régime fasciste mais d'un ensemble de mesures, d'initiatives, sur les plans social, politique, idéologique, institutionnel, qui visent à accentuer la nature et les fonctions anti-démocratiques et anti-populaires de l'Etat et de ses appareils.

## LA CAMPAGNE DE FIAT

On pourrait prendre de nombreux exemples. Tout un discours se constitue. Ainsi, la liberté de la presse est fortement mise en question. En même temps, des organes de presse très influents, qui expriment l'orientation de secteurs bien définis de la bourgeoisie monopoliste et financière, en sont arrivés à élever la voix pour demander la mise en place d'un directoire spécial à la tête du pays. Ainsi, le journal d'Agnelli, la *Stampa di Torino*, qui est en quelque sorte l'organe officiel de la Fiat, a fait campagne pour la constitution d'un tel directoire qui serait dirigé par le président du Sénat, avec le président de la Cour constitutionnelle et le président de la Cour de justice. La *Stampa* demande en même temps la démission du président de la République, Léone. Cette

lesquels Léone a trempé. Le livre en question, déjà vendu à 130 000 exemplaires, était devenu un des principaux best-sellers en Italie, et son auteur n'avait jamais été inquiété, les scandales impliquant des personnalités politiques de premier plan en Italie, étant de notoriété publique.

## DU «GROUPE DES CENT» AU PCI

Citons encore parmi les exemples du processus en cours, le débat sur l'état de siège et les lois d'exception, qui a vu le «groupe des cent» (cent députés de la démocratie-chrétienne, environ le quart du Parlement), signer une pétition pour demander aux autorités de reconnaître qu'il y a une «situation de guerre» avec le terrorisme, donc d'appliquer les lois de guerre, les mesures prévues par le code militaire, telles que l'état de siège. Toutes ces choses, toutes ces propositions ne sont pas poussées jusqu'au bout mais, elles contribuent à développer toute une tendance dans la vie politique italienne.

Mais, l'attaque la plus violente contre les masses est celle développée à l'intérieur même des syndicats par les dirigeants du PCI eux-mêmes. Dans les syndicats, l'heure est à la «chas-

italien, et même de la décomposition. Qu'en penses-tu ?

— Il faut bien distinguer entre faiblesse ou force de l'appareil de l'Etat italien, d'une part, et force et faiblesse des partis politiques bourgeois d'autre part, ou plutôt, si l'on veut, entre l'appareil de l'Etat et (pour employer une expression de Gramsci) ce qu'on peut appeler le bloc de pouvoir, c'est-à-dire les partis politiques, leurs liens avec l'ensemble de la société. Si on considère ce bloc, il est assurément en crise, et dans une crise profonde. La crise du consensus social est très forte. La bourgeoisie italienne a besoin d'un système politique de rechange, ce qui ne veut pas dire simplement rechange au niveau des partis, mais rechange dans la façon dont elle contrôle la société, c'est une exigence non de la Démocratie-Chrétienne mais, de la bourgeoisie italienne. La tendance à la désagrégation du bloc historique bourgeois instauré il y a 30 ans, après la chute du fascisme, s'exprime actuellement à travers la crise du système de pouvoir représenté et géré par la Démocratie-Chrétienne. Les défaites électorales de la Démocratie Chrétienne dans le référendum sur le divorce en 74 ou dans les élections administratives de 75 en ont été un reflet.

Mais, cette crise n'est pas



Après la bataille d'Ezig Bedrag (Sahara)

# LE PLUS IMPORTANT RAID DE JAGUAR

Le ministère de la Défense sahraoui a dressé le bilan de la bataille des 3 et 4 mai dernier, qui s'est déroulée à Ezig Bedrag, en plein de cœur du Sahara, à 100 kilomètres de la localité de Bir Enzarar. «Encerclées et assiégées par nos combattants qui les ont durement accrochées, les troupes d'occupation ont laissé sur le terrain les corps de 112 de leurs soldats ainsi que 22 jeeps, camions et camionnettes et 3 AML détruits ou incendiés par nos combattants.

Au cours des mêmes combats, l'Armée de Libération populaire du Sahara a abattu un avion Jaguar des forces aériennes françaises et endommagé sérieusement un autre.

Les chiffres même donnent une image de l'ampleur du combat, l'un des plus importants depuis le début de la guerre contre l'occupation maroco-mauritanienne. Pendant deux jours les forces sahraouies ont pris sous leur feu une colonne de ravitaillement venue de Gurita Zemmour et de Makhia. Par ce genre d'opération, inspirée de la tactique française employée autrefois en Algérie, les troupes d'occupation veulent s'assurer la maîtrise du terrain, et essayer de surprendre les unités sahraouies. Périodiquement depuis le début de 1976 d'imposantes colonnes

comprenant des unités blindées sillonnent ainsi le Sahara, en pure perte, car les Sahraouis réoccupent le terrain derrière leur passage. En prenant l'initiative d'attaquer cette colonne, l'Armée de Libération a montré que l'intervention française en Mauritanie n'avait pas permis aux troupes d'occupation de reprendre l'initiative qu'elles étaient en train de perdre, au moment de l'arrivée des paras français à Zouerate en octobre dernier.

Tandis que se déroulait la bataille d'Ezig Bedrag, une attaque était lancée contre le poste d'Ain Ben-

tili où stationnent des troupes marocaines, qui opèrent au Sahara. Il y eut selon le Front Polisario 46 morts du côté des occupants. Le 1<sup>er</sup> mai Bir Moghreïn autre base d'agression était attaquée; le 2 mai et le 3 mai les garnisons de Smara et Tifariti étaient également attaquées. Le Front Polisario paraît ainsi en mesure d'affronter des unités ennemies de plus en plus importantes et de leur faire subir de lourdes pertes. A Ezig Bedrag, «l'aviation française est intervenue pour les sauver de l'anéantissement total».

## LES JAGUARS NE SONT PAS INVINCIBLES

En lançant six Jaguar dans la bataille en plein Sahara, Giscard a piétiné ses propres déclarations solennelles selon lesquelles les forces françaises ne devaient intervenir qu'en Mauritanie. En même temps c'est l'intervention la plus importante réalisée

par l'armée française dans la région depuis le mois d'octobre dernier. L'intervention ouverte au Sahara peut être suivie d'autres.

C'est un nouveau pas franchi dans l'engagement des forces françaises dans cette guerre. La raison de cette escalade est la même que celle qui a entraîné l'intervention: modifier le rapport de force en faveur du Maroc et de la Mauritanie garantissant la réalisation du partage du Sahara. En touchant des jaguars à Ezig Bedrag, les combattants sahraouis ont montré que ceux-ci ne sont pas invulnérables. Aussi cette nouvelle étape dans l'escalade peut être suivie d'autres si Giscard poursuit sa guerre contre le Sahara. Par celle-ci, il veut assurer la domination française en Mauritanie, et les intérêts français au Maroc qui constituent un élément important de la présence française en Afrique que Giscard veut défendre à tout prix.

Grégoire CARRAT

## En bref...En bref...En bref...En bref...

### Namibie : discussions suspendues

La Swapo, Mouvement de libération de la Namibie, a rappelé ses négociateurs auprès des cinq puissances occidentales France, Angleterre, Allemagne, Etats-Unis et Canada qui cherchent à imposer un règlement dans la région. Le rappel est un acte de protestation contre le raid criminel des troupes racistes sud-africains en Angola. Elles prétendaient attaquer une importante base de la lutte de libération. En fait elle ont attaqué un camp de réfugiés à Kassinga, à 200 kilomètres à l'intérieur du territoire angolais et massacré 600 personnes.

### Egypte : nouveau gouvernement pour l'austérité

Sadate a remanié son gouvernement. Les postes essentiels de la politique étrangère: Défense et affaires étrangères gardent leurs titulaires. Le but de ce remaniement est de remédier à la situation économique. Depuis les émeutes de janvier 1977, causées par une brutale hausse des prix de première nécessité la hausse des prix non contrôlés par le gouvernement s'est poursuivie et s'accroît actuellement, à tel point que certains produits (fruits et légumes), sont hors de portée des familles populaires.

### Erythrée : des bombes à fragmentation à Mandérefe

Un journaliste américain qui a séjourné dans les zones libérées par le Front de Libération de l'Erythrée, rapporte qu'il a pu voir dans la ville de Mandérefe, des bombes à napalm non explosées ainsi que des bombes à fragmentation que les avions éthiopiens pilotés pour une part par les Cubains déversent sur la ville. Les bombes à fragmentation sont des bombes anti-personnelles qui libèrent en explosant des milliers de petites billes qui pénètrent profondément dans le corps et peuvent causer entre autre de graves blessures d'importantes lésions internes.

### Océan Indien : manœuvres américano-australiennes

Les premières manœuvres d'envergure depuis 10 ans dans l'Océan indien vont avoir lieu entre les Etats-Unis et l'Australie a annoncé Mondale, le vice-président américain à l'issue d'une réunion avec le premier ministre australien et son Cabinet. Cette décision vise à effectuer une démonstration de force face à l'URSS augmente sa présence navale dans la région.

### Marché commun agricole

Les discussions sur les prix agricoles entreprises lundi piétinent. Les Allemands ont refusé tout net d'assurer le financement par la communauté des projets d'équipement des régions méditerranéennes, le Mezzogiorno en Italie et le Languedoc en France, ainsi que la Corse assurant que les projets d'irrigation et d'équipement agricole reviennent trop cher. Peut-être le gouvernement Schmidt préfère-t-il y voir installées les colonies de vacanciers. Le problème viticole est aussi fortement mis en cause par les Anglais qui refusent les mesures prévues de distillation en cas de baisse des prix. En filigrane de cette négociation limitée se pose le problème du règlement des problèmes agricoles en vue de l'adhésion prévue de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal.

L'ASSOCIATION POUR LA  
DIFFUSION DE LA CULTURE  
LATINOAMERICAINE  
organise une

PEÑA

spectacle folklorique  
boissons  
empanadas  
Vin à volonté

Tous les vendredis à 20 Hrs  
2727 de choisy M porte de choisy



Achetez  
tous  
les jours  
dans  
le même  
kiosque  
le Quotidien  
du Peuple

### Après les déclarations d'Ezzedine Kalak sur Antenne 2

### Déclaration d'Abou Lotf chef du département politique de l'OLP

L'éditorialiste politique de Wafa a demandé au frère Abou Lotf, chef du Département politique de l'OLP de préciser les déclarations attribuées aux frères Ezzedine Kalak, directeur du Bureau d'Information et de Liaison de l'OLP à Paris et Zohdi Tersi, chargé d'affaires de l'OLP auprès de l'ONU. Abou Lotf a répondu par la déclaration suivante.

«Nous avons établi des contacts avec Tersi et Kalak. Nous leur avons demandé des explications à propos des déclarations distribuées aux Agences de Presse. Il s'avère que le frère Tersi, n'a fait aucune déclaration de presse ces jours-ci. Quant au frère Ezzedine, il nous a assuré qu'une certaine presse en Occident, a volontairement dénaturé ses réponses aux questions qui lui ont été posées par Antenne 2 à la Télévision française.

Après avoir étudié le texte de l'interview, il nous a été bien clair que ces réponses ne comprennent aucune propos reconnaissant l'Etat d'Israël, comme le tente de le faire une certaine presse en Occident.

«Sa citation d'une phrase du frère Yasser Arafat «nous ne combattons pas des fantômes», est une affirmation que nous ne combattons pas des moulins à vent et que notre combat n'est pas mené en vain. Car quand nous reconnaissons que nous combattons contre l'Etat agressif d'Israël et contre son illégitime existence, tout cela signifie que nous refusons cette existence d'Israël, qui représente une agression contre notre peuple et contre notre Nation Arabe».

(Communiqué du Bureau de l'OLP à Paris)

### Paris : soirée d'information sur l'Erythrée mercredi 17 mai

de 19 h à 24 h  
4 place St Germain-des-Près  
(anciennement 44 rue de Rennes)  
organisé par le Bureau d'information  
sur l'Erythrée à Paris

Le meeting-débat se tiendra en présence d'un membre du Comité Central du FPLP (Front Populaire de Libération de l'Erythrée) qui répondra aux questions sur la situation de son pays. Et en exclusivité en France : la projection du film *Swrana* («Notre Révolution»), tourné par le département audio-visuel du FPLP

Réalisation : Christian Sabatier (membre du FPLP, responsable du département audio-visuel, il a réalisé plusieurs documentaires au cœur des luttes de cette région stratégique du monde).

Après un rapide historique qui replace la lutte actuelle du peuple érythréen dans son contexte, l'Histoire de luttes incessantes, contre la nature hostile et contre les agressions étrangères destructives, nous entrons au cœur du combat présent.

Combat politique avec l'ouverture du Premier Congrès du Front Populaire pour la Libération de l'Erythrée, le 23 janvier 1977 qui aura une influence décisive sur le développement du mouvement révolutionnaire.

Combat militaire avec le début de la troisième phase des opérations, la destruction des forces ennemies rasées dans quelques villes.

Combat économique dans les territoires libérés, pour l'auto-suffisance, base de l'indépendance réelle du peuple érythréen.

Le documentaire se conclut aux portes d'Asmara sur une note optimiste malgré les nouveaux obstacles imposés par l'intervention étrangère massive contre la cause de l'autodétermination du peuple érythréen.

### Maroc : retrait américain

Les Américains ont remis à l'armée marocaine les locaux de l'une de leurs installations de télécommunications au Maroc. Celles-ci seront toutes abandonnées d'ici la fin de cette année, car elles ont été remplacées par les observations par satellite.



# Giscard et le désarmement

## ● BEAUCOUP DE TRAITÉS

## ● DE PLUS EN PLUS D'ARMES USA - URSS

Par Grégoire CARRAT

Giscard d'Estaing est à la recherche d'un consensus des partis de l'opposition comme de la majorité autour des propositions qu'il compte soumettre d'ici la fin du mois à la session extraordinaire de l'ONU. Ces propositions sont ambitieuses dans leur énoncé : institution d'un nouveau cadre mondial pour les discussions sur le désarmement où la place des Etats-Unis et de l'URSS serait réduite, il leur est demandé « de faire progresser le désarmement par une réduction significative » de leur potentiel nucléaire ; création d'un nouveau cadre de discussion européen « qui examinerait les problèmes du désarmement de l'Atlantique à l'Oural », enfin mise sur pied d'une « agence internationale de satellites de contrôle » destinée à ôter aux USA et à l'URSS le monopole de la surveillance spatiale.

Cet ensemble de propositions marque un tournant dans la position française concernant le désarmement. Depuis son retrait de la Conférence du comité de désarmement en mars 1962, le gouvernement français n'a accepté de participer à aucune discussion sur le désarmement, et de signer aucun accord international en découlant. En 1963, il dénonce l'accord sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère comme étant un moyen pour les puissances possédant l'arme nucléaire de s'en assurer le monopole. Le 1<sup>er</sup> juillet 1968 il refuse de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Dès l'ouverture des négociations de Vienne, sur la réduction des forces en Europe en janvier 1973, la France refuse de s'associer à ses travaux, dominés par la confrontation OTAN-Pacte de Varsovie.

Cette position constante depuis 15 ans est de moins en moins tenable. A l'origine, elle accompagnait la décision prise de doter la France d'une puissance militaire largement indépendante, pouvant constituer le pivot d'une défaite européenne, et lui permettre ainsi de se hisser au niveau des « super Grands ». Le rythme de la course aux armements entre Washington et Moscou a réduit considérablement cette ambition en même temps que l'hostilité anglo-allemande à la constitution d'une force européenne étouffait le projet initial. La pression croissante de la rivalité soviéto-US et l'échec des ambitions européennes ont conduit Pompidou puis Giscard à resserrer leurs liens avec l'alliance atlantique, l'indépendance d'origine perdant peu à peu sa substance.

Une pression constante s'exerce depuis plusieurs années pour contraindre Paris à rentrer dans le rang, sous la houlette soviéto-US : au terme d'une violente attaque contre les ventes françaises de matériel nucléaire, Washington a arraché à Giscard l'engagement de se conformer aux normes imposées par le Traité de non-prolifération. Moscou de son côté demande haut et fort que la France prenne sa place dans les forums internationaux. Désirant mettre à profit la situation particulière de la France, chacune des deux super-puissances essaie de l'entraîner dans son sillage face à l'autre. En janvier dernier, le ministre de la Défense, Bourges a rejeté sèchement l'idée d'un accord bilatéral sur les ventes d'armes à l'étranger dont Washington aurait pu se prévaloir contre Moscou ; les négociations sur ce point sont l'un des moyens par lesquels Carter espère enrayer la poussée soviétique en Afrique. De leur côté, les Soviétiques poursuivent avec insistance une demande de discussions en vue d'un engagement de « non recours les premiers à l'arme nucléaire », proposition rejetée à Vienne par l'OTAN. Leur insistance pour entraîner la France dans des discussions nucléaires leur a déjà permis d'obtenir en août 1976 un échange de lettres entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays sur « la prévention du déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire ».

L'ambitieux plan giscardien est une tentative de répondre à ces sollicitations conjointes et contradictoires, de s'y soustraire en modifiant le cadre des négociations sur le désarmement afin de pouvoir y participer sans renoncer trop largement à l'autonomie que la voie suivie dans les années 60 a conféré à la politique de défense française. Les moyens pour que ce plan se réalise sont apparemment loin d'être rassemblés, d'autant plus que ce plan remet en cause l'ensemble des négociations internationales existantes, dominées par les USA et l'URSS, sous le couvert desquelles s'est déroulée au cours des dix dernières années et se déroule encore la course aux armements.

### La Conférence de Genève : la coprésidence soviéto-US

Ouverte en 1961, sous l'égide de l'ONU, la Conférence de Genève sur le désarmement a surtout été une tribune de discussion permanente. Ses divers comités chargés d'étudier différentes questions : armes nucléaires, armes chimiques, armes biologiques ont élaboré peu de traités qui ont vu le jour, les discussions importantes, telles que le traité de non-prolifération nucléaire, la limitation des armements stratégiques, étant conduites ailleurs, principalement entre les USA et l'URSS.

Ces 2 pays se partagent la coprésidence de cette Conférence à laquelle ne

participent que 30 pays. Les demandes faites par des membres de la Conférence pour que cesse cette situation afin que soit éliminé un des obstacles à la participation de la France et de la Chine, se sont vues opposées en août 77 un refus : « Il est particulièrement important de conserver certaines caractéristiques qui font de la Conférence un instrument viable de négociation », a dit l'Américain, tandis que le Soviétique affirmait : « Les réalités politiques sont telles que les deux coprésidents ont une grande responsabilité en tant que principales puissances militaires ».

### Le traité de non prolifération nucléaire : préserver le monopole

Le maintien du monopole par les pays qui disposent de l'arme nucléaire a fait l'objet de deux types de négociations.

● Les essais nucléaires ont été interdits, par le traité de Moscou en août 1963, dans l'atmosphère, dans l'espace et en mer. A l'époque les Etats-Unis et l'URSS maîtrisaient suffisamment la technologie pour poursuivre, à un rythme élevé, les essais souterrains et mettre ainsi au point les têtes nucléaires qui équipent leurs missiles. Ce qui ne peut être le cas d'aucun pays ne disposant pas encore d'armement nucléaire. La France, la Chine, l'Inde, et nombre d'autres pays refusent de signer le traité. Plus de cent pays ont signé le traité à ce jour. Actuellement se poursuivent entre les USA, l'URSS et la Grande Bretagne des discussions pour mettre au point un traité interdisant tous les essais nucléaires. Mesure hypocrite : la question actuellement posée est celle de la réduction du stock d'armes nucléaires dont disposent USA et URSS. L'en-

tente réalisée en 1976 entre les USA et l'URSS pour interdire les essais d'engins d'une puissance supérieure à 150 kilotonnes (équivalent à 150 000 t de TNT) est présentée comme un pas en avant vers l'interdiction totale. En réalité, USA comme URSS sont depuis 1972 essentiellement occupés à la mise au point des têtes nucléaires destinées à leurs missiles à têtes multiples (MIRV). Aujourd'hui chaque charge ne dépasse pas la puissance de 150 kilotonnes ! Il en est de même pour les armes nucléaires dites « tactiques » destinées au champ de bataille.

● La non prolifération a fait l'objet du traité du 1<sup>er</sup> juillet 1968 qui interdit aux pays maîtrisant l'arme nucléaire de la transférer, directement ou indirectement, aux pays n'en disposant pas. En même temps, il interdit aux pays qui n'ont pas l'arme nucléaire de s'en doter. Outre la France, la Chine et l'Inde, l'Argentine, le Chili, le Brésil, l'Algérie, le Pakistan, l'Iran ont refusé de signer ce traité auquel ont adhéré 86 pays.

### Les négociations SALT : la course à la suprématie nucléaire

Présenté lors de sa signature en 1972 comme une importante contribution à la « détente », l'accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT) entre les USA et l'URSS a eu pour premier résultat de doubler le nombre des ogives nucléaires.

L'accord ne limitant que le nombre de missiles porteurs d'ogives. Des perfectionnements techniques tels que la mise au point des missiles à têtes multiples téléguidées, l'apparition de nouveaux engins, tels que le Cruise ont permis — sans qu'aucune

violation notable des accords soit faite — à chacun des 2 signataires de poursuivre la course aux armements nucléaires. Cet accord qui devait être remplacé par un autre en octobre 1977 a été prolongé d'un an, à la suite du refus soviétique opposé au plan « global » de Carter qui prévoyait une réduction importante du nombre des missiles autorisés et faisait aux Soviétiques obligation de réduire le nombre de leurs missiles « lourds » Mirvés. Actuellement il semble que les grandes lignes d'un accord soient établies après que les

USA aient renoncé à leur demande initiale de réduction de moitié des missiles lourds soviétiques en septembre 1977. Mais les Soviétiques ont fait savoir lors du voyage de Vance à Moscou qu'ils considéraient comme inacceptable la demande américaine de gel de la modernisation des missiles entreprise par Moscou, et refusaient de s'engager à limiter le déploiement du bombardier Backfire. Comme dans SALT 1, les armes nucléaires destinées à l'Europe sont exclues de la négociation.

### Les négociations sur la réduction des forces en Europe (MBFR)

Ouvertes en janvier 1973 les négociations sur la réduction des forces en Europe regroupent sept membres de l'OTAN (USA, Allemagne, Belgique, Pays Bas, Luxembourg, Angleterre et Canada), face à quatre membres du pacte de Varsovie (URSS, Pologne, RDA, Tchécoslovaquie). Depuis mai 1973, les séances se succèdent pour rechercher un accord sur l'Europe centrale. Les USA veulent faire accepter par les Soviétiques le principe d'une réduction en pourcentage des forces concernées, ce qui réduirait relativement la suprématie soviétique. En effet les Soviétiques devraient de ce fait retirer un plus grand nombre d'hommes et de blindés que les Américains, puisqu'ils ont au départ des forces supérieures en nombre.

De leur côté, les Soviétiques veulent faire adopter le principe d'une réduction paritaire, division contre division, qui maintiendrait voire renforcerait leur avantage. Depuis 1976, ils font le forcing pour que soient discutées les propositions du Pacte de Varsovie pour un accord de non-recours les premiers à l'arme nucléaire et pour la non-admission de nouveaux membres dans les alliances militaires existantes. Ces propositions sont rejetées par l'OTAN car elles valoriseraient la suprématie des blindés soviétiques et interdiraient l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

L'ensemble des négociations existantes sur le désarmement a consacré le condominium soviéto-US. Elles ont pour l'essentiel servi de cadre pour leur rivalité dans le domaine militaire. Le rythme auquel l'URSS a rattrapé, depuis l'accord SALT 1, son retard technologique dans la maîtrise des missiles lui a

permis d'atteindre la parité avec les USA dans le domaine nucléaire. Depuis 74 elle dépasse les USA quant au nombre de missiles installés sur sous-marins. Depuis la même date, elle s'équipe de fusées Mirvés. Elle a entrepris à partir de 1976 les essais de missile mobile SSX16 en vue de s'en équiper, alors que les USA prévoient de s'équiper d'un engin correspondant, le MX à partir de 1985. La version du SSX16 à moyenne portée, du SSX20, est en cours de déploiement, pour 2/3 des fusées en Europe, un tiers à la frontière chinoise. Si la négociation plétine à Vienne, la modernisation des divisions blindées soviétiques se poursuit activement avec la mise en service des chars T72. La flotte soviétique s'est installée en permanence en Méditerranée, sa pression se fait sans cesse plus forte en Europe du Nord. Selon le premier ministre britannique, l'URSS aurait entrepris de s'équiper de 10 porte-avions. Parallèlement les Américains ont accru les stocks d'armes en Europe, y prévoient le déploiement des missiles Cruise et de la bombe à neutrons. A l'abri des négociations sur le désarmement les USA et l'URSS ont transformé l'Europe en poudrière, y installant le plus important arsenal de tous les temps. Il est peu probable que la proposition giscardienne renverse ce cours, quand elle se combine avec une stratégie militaire plus étroitement liée à celle de l'OTAN, encore qu'elle puisse rencontrer l'assentiment de certains pays européens et de certains pays non-alignés comme la Yougoslavie qui veulent tout à la fois le désarmement et restreindre le condominium soviéto-US.



## PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 10 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
19 h 55 - Tirage du loto et de la loterie nationale  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête  
22 h 00 - Indications  
23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 10 - Football : Liverpool-Bruges  
22 h 00 - Septième avenue  
22 h 50 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Photo souvenir  
22 h 00 - Journal  
22 h 15 - Ciné-regards

Jeudi 11 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Ce diable d'homme  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Ciné-première  
23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les formations politiques : l'opposition  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Emile Zola ou la conscience humaine.  
23 h 05 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Thérèse Desqueyroux  
22 h 10 - Journal

LIVRE

## PAUVRE POMME !

Philippe Lamour *L'écologie oui, les écologistes non !* aux Editions Plon

«Après l'une des manifestations organisées sur un site nucléaire, j'ai lu, dans un journal la déclaration d'un de ces pauvres types que vous égarez. De toute bonne foi, le malheureux disait au journaliste qui l'interrogeait : «J'y suis allé, moins pour moi qu'en pensant à l'avenir des enfants.»

«Pauvre pomme. Il voudrait mieux pour lui qu'il ait rendu son âme à Dieu avant qu'il puisse entendre les propos, peu charitables à son égard de ses enfants, réduits au chômage et à la misère par sa sottise et votre aveuglement.»

J'ai extrait cette citation de son contexte, mais en toute bonne foi, elle résume admirablement la personnalité de Philippe Lamour, auteur d'une scorie littéraire intitulée *L'écologie oui, les écologistes non !* Cet ancien haut fonctionnaire, successivement secrétaire général de la Confédération de l'agriculture, président de la compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône Languedoc président du conseil supérieur de la construction, président de la compagnie nationale de l'aménagement du territoire, et actuellement du parc national du Queyras, se pique donc d'écologie. Au point qu'il s'en estime le seul porte-parole bien informé.

S'il n'était pas fait une certaine publicité autour de l'individu — invité de radios

où on lui demande respectueusement son avis de spécialiste —, mieux vaudrait ne pas le mentionner.

Sa façon de procéder est devenu classique. Pour s'attaquer au courant écologiste, il lui prête des motivations, des intentions et des comportements qu'on ne retrouve que dans une petite minorité du mouvement. Les écologistes se réduiraient à quelques intellectuels parisiens confortablement installés dans leurs studios, et prônant le retour au moyen âge. Leur action serait l'excroissance parasitaire d'une civilisation à la porte du déclin, une civilisation gavée, menacée par les «masses grouillantes» des pays du Tiers Monde (comparés implicitement aux envahisseurs d'Europe centrale, au moment de la chute de l'Empire Romain). A moins que de sages dirigeants aient l'intelligence d'écouter M. Lamour...

Pour toute médecine, celui-ci propose... de miser sur le développement d'un ambitieux programme nucléaire «seule source d'énergie sûre et non polluante». On reconnaît les arguments des propagandistes de l'EDF, fondés sur des comparaisons boiteuses entre la pollution des centrales thermiques classiques, la radioactivité naturelle, et celle des centrales. Le problème des déchets ? Evacué en une demi-page et une astuce géométrique : ils tien-

draient à la fin du siècle dans un cube de 16 m de côté...

Sur le plan pratique, on peut avoir une idée des propositions du maire de Ceillac à propos de la montagne dont il se glorifie d'être le défenseur. Réglant quelques comptes avec ses anciens collègues hauts fonctionnaires, il dénonce fort justement la conception qui a présidé au développement des sports d'hiver (stations «pièges à dollars»). Mais au cours d'une émission de *France Inter* consacrée à la montagne, il expliquait sans sourciller que les sports d'hiver constituaient une ressource d'appoint

inespérée pour les montagnards. A eux de l'organiser, concluait-il. Or les quelques agriculteurs de montagne qui subsistent près des stations dénoncent cette notion de revenu «d'appoint» devenue très vite le seul revenu, de surcroît insuffisant car saisonnier, de jeunes qui ne peuvent pas reprendre la ferme paternelle, condamnée pour non-rentabilité.

«Un exceptionnel semeur d'idées» disait de P. Lamour Pierre Vianisson-Ponté, paraît-il. D'idées stériles et hargneuses vis-à-vis de ce qui dérange, oubliait-il d'ajouter.

Eric BRÉHAT

## Exposition itinérante de peintures et dessins originaux organisée par «les Humanoïdes Associés»

Le 10 mai se termine à la librairie Boulimier, 20 Bd Saint-Michel à Paris, une exposition de peintures et dessins originaux, extraits d'ouvrages édités par «Les Humanoïdes Associés» (41 rue Lancry, 75010 Paris. Tel 206.61.98). Cette exposition itinérante, qui fête les trois ans d'existence de cette maison d'éditions, sera ensuite du 20 mai au 10 juin à Lyon : Librairie Laprot, 15 rue Shildeller (2<sup>e</sup>) ; puis du 23 juin au fin juillet à Grenoble : Librairie Artaud, 23 Grande Rue.

Par ailleurs, «les Humanoïdes Associés» offrent, pour l'achat de cinq albums, un petit album inédit, les yeux du chat : 50 dessins de Mœbius pour un «conte-panique» de Jodorowsky.

## Et l'acier fut trempé

127<sup>e</sup> épisode

Kortchaguine quitte son frère et revient à Bérozdov. Grichoutka a été abattu par des inconnus. Kortchaguine soulève le drapeau qui recouvre le mort...

Une pâleur cireuse avait recouvert le visage de Grichoutka, et les souffrances de l'agonie se lisaient encore dans ses yeux écarquillés. Sa tête était penchée sur le côté, et une branche de sapin dissimulait sa nuque, brisée par un objet pointu.

Qui avait pu lever la main sur cet adolescent, fils unique de la veuve Khorovodko qui avait perdu dans les premières années de la révolution son mari, ouvrier agricole chez le meunier, puis membre du Kombed ?

Terrassée par le malheur, complètement effondrée, la vieille mère de Grichoutka était soignée par des voisins, tandis que lui gisait, inerte et muet, gardant le secret de sa mort.

L'assassinat de Khorovodko avait mis tout le village en émoi. Il apparut que le jeune dirigeant du Komsomol, le défenseur des ouvriers agricoles, avait plus d'amis que d'ennemis.

Bouleversée par cette mort, Rakitina pleurait dans sa chambre. Lorsque Pavel entra, elle ne leva même pas la tête.

— A ton avis, Rakitina, qui a pu le tuer ? demanda Kortchaguine d'une voix étouffée, en se

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

laissant tomber sur une chaise.

— Personne d'autre que la bande du meunier ! Ça fait longtemps que Grichoutka leur menait la vie dure, à ces contrebandiers.

Les deux villages voisins assistèrent aux obsèques de Grichoutka. Kortchaguine amena son bataillon. Tous les komsomols vinrent rendre un dernier hommage à leur camarade. Les deux cent cinquante baïonnettes d'une compagnie de gardes-frontières hérissaient, sur l'ordre de Gavrilov, la place du Soviet rural. Aux tristes accents d'une marche d'adieu, le cercueil drapé de rouge fut déposé sur la place, au bord d'une fosse qui avait été creusée à côté des tombes des partisans bolchéviques enterrés pendant la guerre civile.

Le sang de Grichoutka scella l'union de ceux qu'il avait toujours défendus. Jeunes ouvriers agricoles et jeunes paysans pauvres assurèrent la cellule de leur appui, et tous ceux qui prirent la parole, dévorés de colère, exigèrent la mort pour les assassins, leur arrestation et leur jugement sur cette même place, près de cette tombe, afin que chacun puisse voir le visage de l'ennemi.

Une triple salve retentit, et des branches vertes recouvrirent la tombe fraîche.

Le même soir, la cellule élit son nouveau secrétaire : Rakitina. Le poste-frontière du Guépéou informa Kortchaguine qu'il avait retrouvé la trace des assassins.

Une semaine plus tard, au théâtre local, s'ouvrit le 2<sup>e</sup> congrès des Soviets pour le district. Le visage sévère, Liassitsyne commença solennellement son rapport.

— Camarades, j'ai le plaisir de pouvoir annoncer au congrès qu'en un an nous avons accompli, à nous tous, un important travail. Nous avons profondément renforcé dans notre district le pouvoir soviétique, extirpé le banditisme et sapé la contrebande. De puissantes organisations de paysans pauvres sont apparues dans les villages, les effectifs du Komsomol ont décuplé et ceux du Parti se sont accrues. L'enquête sur le dernier attentat des koulaks de Poddoubtzy, celui qui a coûté la vie à notre camarade Khorovodko a abouti : les assassins — le meunier et son gendre — ont été arrêtés et seront prochainement traduits devant le tribunal provincial. De nombreux villages demandent au présidium que le congrès adopte une résolution exigeant le châtiment suprême pour ces bandits, ces terroristes...

La salle retentit de cris :

— D'accord ! Mort aux ennemis du pouvoir soviétique !

Lida apparut dans l'ouverture d'une porte latérale et fit signe à Pavel de venir.

Dans le couloir, elle lui remit un pli portant l'inscription : «Urgent». Il le décacheta :

Au Comité de district du Komsomol de Bérozdov. Copie adressée au Comité de district du Parti. Sur décision du bureau du Comité provincial, le camarade Kortchaguine est rappelé du district et mis à la disposition du comité provincial pour affectation à un poste responsable au sein du Komsomol.

(à suivre)



## Les premières élections libres dans l'histoire du pays

**MOZAMBIQUE**  
la lutte  
pour  
une société  
nouvelle

### De la cour de Gungunhana à l'Assemblée populaire

«Aux élections dans un autre village, le village Patrice Lumumba, étaient présents certains dirigeants du FRELIMO, parmi lesquels Mariano Matsinha, membre du Comité politique du Parti et ministre du Travail.

Avant le début du vote, Matsinha expliqua à la population le but de ces élections. L'Assemblée, dit-il, est une forme d'organisation de pouvoir : «Nous avons besoin d'un pouvoir organisé pour que ce soit réellement le pouvoir. Nous devons discuter nos problèmes pour être capables de les résoudre. Nous ne pouvons vaincre la faim, la maladie et l'ignorance que si nous sommes unis et organisés. Les assemblées sont les structures dans lesquelles nous allons mettre en commun nos forces pour étudier et résoudre nos propres problèmes».

Matsinha continua en affirmant que les contacts entre le peuple et leurs députés ne s'arrêtaient pas le jour de l'élection. «Vos députés doivent être constamment en contact avec vous. Ils doivent consulter le peuple», dit-il.

Le peuple du Mozambique se rappelle de la farce des élections à l'époque coloniale. En 1973, lors de la dernière consultation, seulement 160 000 personnes (sur une population d'environ 9 millions) avaient le droit de voter et la plupart de celles-ci étaient portugaises. Ces élections étaient tellement dépourvues de signification que 50 000 inscrits ne se dérangèrent pas.

#### «MÊME AVANT QUE LES PORTUGAIS RÉGNENT ICI»

Mais Mariano Matsinha alla plus loin pour illustrer la signification de ce qui était en train de se passer : «Même avant que les Portugais régnaient ici, le peuple ne pouvait pas participer au pouvoir». «Cette région, rappela-t-il, faisait partie du royaume de Gungunhana, qui mena une guerre de résistance contre les colonialistes portugais à la fin du siècle dernier.

Armando Ndimande, c'est un personnage bedonnant qui, depuis l'indépendance du Mozambique en juin 75, s'était donné des allures de membre actif du «groupe dynamisateur» local du FRELIMO et espérait bien de cette façon être élu à l'Assemblée populaire. Mais les masses du village de Marien Ngouabi ne se sont pas contentées des apparences, elles l'ont démasqué et rejeté comme arriviste dont le passé en tant que contremaître brutal et sans scrupules, fut tout entier au service des colons portugais. Cette histoire que relate un article de l'agence d'information mozambicaine (voir ci-dessous) s'est passée au cours du dernier trimestre de 1977. Elle est significative de la manière dont se sont déroulées les premières élections libres pour le peuple dans l'histoire du Mozambique. Loin d'être une opération formelle, elles ont été au contraire l'occasion d'importants débats reflétant une intense lutte de classe, et au cours desquels le peuple a désigné souverainement ses représentants.

Samora Machel déclarait le 23 décembre dernier, à l'ouverture de l'Assemblée populaire : «Ils ont parlé, ceux qui, à l'époque du colonialisme n'avaient jamais parlé, qu'on avait empêchés de parler. Le peuple a fait usage de la liberté d'expression, a exercé la démocratie réelle comme une arme puissante pour la défense de ses intérêts, pour la consolidation et la purification de son pouvoir».

L'organisation des élections, durant le dernier trimestre 1977,



Une candidate aux élections à l'Assemblée populaire

Gungunhana avait une sorte d'assemblée, plutôt comme une cour dont les membres étaient appelés «madodas». «C'était les madodas qu'il consultait. Il ne consultait pas le peuple. Et qui choisissait ces madodas ?»

«C'était lui», répondirent en chœur les gens du village.

«De telles assemblées ne pouvaient résoudre les problèmes de la nation parce que le peuple ne pouvait pas y participer. Prenez l'exemple des femmes. Les femmes ont des problèmes tout comme des hommes. Mais, les femmes ne pouvaient pas participer à l'Assemblée de Gungunhana — même pas la femme de Gungunhana. Aujourd'hui, les femmes vont participer au pouvoir, tout le peuple va y participer».

Le ministre a insisté alors sur la nécessité pour les électeurs de choisir soigneusement : «Le Parti présente les candidats, mais c'est vous qui choisissez. Vous connaissez leurs forces et leurs faiblesses. Vous pouvez dire : celui-là oui, celui-là non. Et vous devez avoir une entière confiance dans ceux que vous élisez».

#### «MÊME DES CANDIDATS MEMBRES DES «GROUPES DYNAMISATEURS» DU FRELIMO, ONT ÉTÉ REJETÉS»

Parmi les candidats qui ont été rejetés au cours des élections dans le pays, certains étaient

collaborateurs des autorités coloniales portugaises, d'autres ont participé à l'exploitation des travailleurs.

Dans certains cas, les candidats rejetés étaient membres des «groupes dynamisateurs» du FRELIMO. Ces groupes ont joué un rôle crucial dans l'organisation des masses et leur mobilisation politique, mais ils n'ont pas pu se défendre de l'infiltration d'éléments corrompus et non-démocratiques, parfois même d'anciens agents de la police secrète portugaise, la sinistre PIDE. Cela arriva à cause de la manière spontanée dont les groupes ont été fondés à l'époque du gouvernement de transition, sans élections populaires ou sélection par la direction du FRELIMO.

Depuis, il y a eu de grands changements : les groupes dynamisateurs dans les quartiers ont été transformés en organisations de masse démocratiques et sur les lieux de travail, ils ont été remplacés par des cellules du FRELIMO dont les membres ont été approuvés à la fois par les travailleurs qui connaissent le candidat et par le Parti.

Les élections ont servi de filtre rapide et efficace pour le Parti : les candidats qui sont rejetés aux élections ne doivent plus compter adhérer au FRELIMO, au moins tant qu'ils n'ont pas prouvé qu'ils ont changé de conduites.

à la troisième année de l'indépendance du pays, a donc revêtu une grande importance. Alors que le pouvoir populaire s'était instauré pendant la guerre de libération dans les zones libérées, dans les provinces du sud, et en particulier dans les villes, le FRELIMO a dû combattre des influences du colonialisme dans un pays où des zones encore importantes échappaient à son contrôle à la veille de l'indépendance. Il a dû combattre les éléments qui, hier, étroitement liés à la domination coloniale qui les faisait vivre, se sont infiltrés depuis l'indépendance dans les «groupes dynamisateurs», dans ses propres rangs.

En même temps que 1977 a été officiellement l'année de transformation du FRELIMO de mouvement de libération en «parti d'avant-garde», les élections devaient permettre aux masses de se doter d'organismes de pouvoir populaire.

Aux assemblées de localités, du 25 septembre au 13 novembre, 22 230 députés ont été élus. Les candidats étaient présentés par le FRELIMO. Sur ces candidatures, 836 ont été rejetées parce qu'ils avaient participé au régime colonial, 700 parce qu'ils avaient été des chefs traditionnels compromis avec le colonialisme, 646 pour «comportements erronés».

Nous reproduisons ci-dessous deux articles publiés par l'agence d'information mozambicaine qui retrace de façon particulièrement vivante quelques aspects du déroulement de ces élections.

### Armando Ndimande : monsieur l'ex-futur parlementaire !

«Armando Ndimande, ex-futur parlementaire s'est retiré de la vie politique mozambicaine avec toute la dignité possible, c'est-à-dire pas. La dénonciation des électeurs lui sonnant encore aux oreilles, il vissa son chapeau du dimanche sur sa tête, resserra sa veste sur son bras, poussa en avant sa bedaine considérable et s'en alla regardant droit devant lui pour éviter les regards de ses accusateurs.

Comme un grand nombre d'autres candidats aux élections générales mozambicaines, Armando Ndimande a été rejeté à cause de son passé qui a finalement été découvert, dans ce cas, au village communautaire Marien Ngouabi près de la ville de la Xai-Xai dans la province de Gaza.

Ce village est l'un de ceux, nombreux, qui ont été fondés dans la province après les désastreuses inondations de février 77 qui ont déplacé des milliers de familles. Les habitants, au nombre de 1 700 environ vivaient autrefois dans des hameaux isolés dans la vallée du Limpopo, ils ne constituent donc pas une petite communauté où tout le monde se connaît.

Ainsi, il était possible à des éléments au passé douteux d'acquiescer des positions dans le village communautaire. C'est ce qu'a fait Armando Ndimande, membre du «groupe dynamisateur» local (ces groupes sont les organisations politiques de masse qui ont été fondées au moment du gouvernement de transition en 1974-1975 comme embryons des comités du FRELIMO).

En tant que membre actif du groupe local, il était naturel que Ndimande soit choisi par le FRELIMO comme candidat pour l'Assemblée du peuple au village communautaire Marien Ngouabi. Cependant, dans la campagne mozambicaine, tout se sait et la vérité est apparue en ce jour d'élection, en un chaud dimanche de novembre.

Les candidats sont présentés aux villageois, un par un. Le vote se fait à main levée, et une demi douzaine de candidats, hommes et femmes de 20 à 60 ans sont élus comme députés, sans beaucoup de désaccord.

«Armando Ndimande» appela

le responsable de l'élection. On répéta son nom plusieurs fois, mais on s'aperçut bientôt que le candidat n'était pas présent. «Bien» dit le responsable, «il n'est pas là, mais je pense que tout le monde ici connaît Armando Ndimande. Passons au vote, ceux qui sont pour lui lèvent la main».

Quelques mains se levèrent mais la majorité était clairement hostile. Les électeurs furent invités à expliquer ce qui n'allait avec le candidat et, comme ils venaient à la tribune pour parler, il apparut qu'au temps du colonialisme, Ndimande avait été un «capataz», un contremaître dans la plantation d'un riche fermier portugais. Et de plus un contremaître sans scrupules. Ces contremaîtres étaient généralement connus pour leur brutalité, et les histoires racontées par les villageois ont révélé que Ndimande était un individu particulièrement dur et brutal.

Il apparaît que les paysans pauvres cultivaient des légumes sur des parties de la plantation non utilisées et Ndimande avait l'habitude de confisquer leurs récoltes, soit pour lui-même, soit pour son patron. Un homme raconta comment le candidat lui avait pris tout son maïs juste au moment où celui-ci était prêt à être récolté. Un autre expliqua comment Ndimande avait volé des bananes à sa mère et comment, alors qu'elle s'était plainte, il l'avait battue pour la forcer à se soumettre à ses avances.

Comme la suite le révéla, on comprit que Ndimande avait réalisé qu'il était démasqué et pour cette raison s'était tenu à l'écart. En vain, cependant, car on envoya quelqu'un le chercher chez lui. Devant l'assemblée, tout ce qu'il put dire pour se défendre, c'est que cela s'était passé il y a très longtemps et que «ce qui est passé, est passé». Mais les villageois décidèrent de maintenir leur décision et furent fermement approuvés par les représentants du FRELIMO. «Il n'y a pas de place pour les exploités dans nos assemblées» dit le jeune homme du quartier général provincial du Parti à Xai-Xai. «Les jours où les exploités décidaient de notre sort sont révolus».